UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Les répresentantions politiques de la population et leur fonctionalité dans la commune Mugamba (1961-1993)

Manirakiza, Pascal; Sous la direction de : Dr Julien Nimubona

2004

UB, Faculté des lettres et sciences humaines

https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1375

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

DEPARTEMENT D'HISTOIRE

LES REPRESENTATIONS POLITIQUES DE LA POPULATION ET LEUR FONCTIONNALITE DANS LA COMMUNE MUGAMBA (1961-1993)

Par

MANIRAKIZA Pascal

Mémoire présenté et défendu publiquement en vue de l'obtention du Diplôme de Licence en Histoire

Option : Science Politique

Sous la direction de :

Dr Julien NIMUBONA

Bujumbura, Février 2004

DIDICACE

A mes parents ;

A ma sœur Emelyne ;

A ma regrettée Scholastique et à ses orphelins ;

A mes frères et sœur en Christ ;

A tous ceux qui prient pour le Burundi.

Je dédie ce mémoire

REMERCIEMENTS

Au terme de ce travail, il serait ingrat de notre part, de ne pas exprimer notre profonde reconnaissance à tous nos formateurs depuis l'école primaire jusqu'à l'Université du Burundi.

Nous adressons nos vifs remerciements à tous les professeurs de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines et plus particulièrement ceux du département d'Histoire pour l'éducation morale et intellectuelle qu'ils ont fournie.

Nous adressons plus particulièrement nos sincères remerciements au Docteur Julien NIMUBONA, qui a bien voulu diriger nos premiers pas de chercheur malgré ses multiples obligations. C'est grâce à sa rigueur scientifique et ses sages conseils que ce travail a vu le jour. Qu'il soit rassuré de notre profonde reconnaissance.

Enfin, nous ne pouvons terminer sans remercier toutes les personnes qui ont contribué de près ou de loin pour que ce travail soit ce qu'il est.

Nous pensons à MAJANJA Georgette qui nous a hébergé pendant ce séjour. Que Dieu lui comble de toutes ses bénédictions. Nous pensons aussi à NDERAGAKURA P. Claver, NGENDAKUMANA Jean, NICIZANYE Eddy, NDAYIKUNDA Déogratias, NDUWAMUNGU J. de Dieu et MANIRAMBONA Déo.

MANIRAKIZA Pascal

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

CNRS	: Centre National de Recherche Scientifique
FLSH	: Faculté des Lettres et Sciences Humaines
FPSE	: Faculté de Psychologie et Science de l'Education
FRODEBU	: Front pour la Démocratie au Burundi
LGDJ	: Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence
Op.cit	: Opere citato (ouvrage déjà cité)
p	: Page
PP	: Parti du Peuple
PRP	: Parti pour la Réconciliation du Peuple
PUF	: Presses Universitaires de France
RADDES	: Ralliement pour la Démocratie et le Développement Economique et Social
S.T. Tora	: Société Théicole de Tora
UB	: Université du Burundi
UPRONA	: Unité pour le Progrès National
Vol.	: Volume

RESUME

Après son accession à l'indépendance le 1er juillet 1962, le Burundi a connu une succession d'évènements et de violences. Il s'agit des évènements des 1961, 1965, 1966, 1972, 1988 et 1993 à nos jours. Ces évènements ont structuré des représentations politiques chez toutes les populations.

Dans tout travail de recherche, il est indispensable de définir les mots ou les concepts qu'on va utiliser au cours du travail. Il s'agit des concepts de représentations, attitudes et comportements selon les points de vue des différents auteurs ayant abordé ces concepts.

Le premier chapitre nous a montré que la population de la Commune Mugamba a développé des représentations et a adopté des attitudes et des comportements politiques qui puisent leurs significations dans ces grands événements.

Le second chapitre quant à lui nous a permis de constater qu'aux yeux de la population de la Commune Mugamba qu'il était difficile d'avoir les mêmes représentations du fait que les uns soutenaient le nouveau pouvoir de NDADAYE Melchior tandis que d'autres ne le soutenaient pas.

Le troisième chapitre nous a permis de constater que la population de la Commune Mugamba obéissait volontiers aux ordres donnés par les autorités administratives.

En définitive, analysant les événements politiques qui se sont succédé dans notre pays, nous avons constaté que ces derniers n'ont pas affecté le Burundi de la même manière. Ainsi, la population de la Commune Mugamba a-t-elle adopté les attitudes et les comportements politiques suivant l'idéologie dominante : l'obéissance civile.

TABLE DES MATIERES

DIDICACE ..... **i**

REMERCIEMENTS ..... **ii**

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS ..... **iii**

RESUME ..... **iv**

TABLE DES MATIERES ..... **v**

0. INTRODUCTION GENERALE **1**

0. 1. Présentation du sujet 1

0.2. Méthodologie de travail 1

0.3. Délimitation du sujet 2

0.3.1. Cadre temporaire 2

0.3.2. Cadre spatial 2

0.4. Articulation du travail 3

CHAPITRE I : LA CONSTRUCTION DES REPRESENTATIONS, ATTITUDES ET COMPORTEMENTS POLITIQUES DE LA POPULATION **6**

I.1. Concepts et définitions 6

I.1.1. Représentations 6

I.1.2. Attitude 10

I.1.3. Comportements 13

I.1.4. Evénements politiques 16

I.1.5. Le contenu des représentations 16

I.1.5.1. Les idéologies 16

I.1.6. Les cadres de production des représentations politiques 22

I.1.6.1. Le cadre de la violence physique et symbolique 23

I.1.6.2. Les Cadres Sociaux 24

CHAPITRE II. LA FONCTIONNALITE DES REPRESENTATIONS A MUGAMBA **27**

II.1. La culture politique 27

II.1.1. La « culture de sujétion » 27

II.1.2. La « culture de participation » 29

II.1.3. Culture et comportements politiques 29
II.1.4. Le « contrôle » mutuel 32
II.2. De la culture politique aux identités 34
II.2.1. Identité clanique 35
II.2.2. L'identité régionale 35
II.2.3. L'identité ethnique 36
II.3. Division de la population 38
II.3.1. Le comportement électoral de 1993 38
II.3.2. Le « marquage » ethnique 39
CHAPITRE III. APPLICATION DES REPRESENTATIONS A MUGAMBA ..41
III.1. Les événements ayant structuré la mémoire populaire 41
III.1.1. Les événements de 1961 41
III.1.2. Les violences de 1965 42
III.1.3. Evénements de 1966 43
III.1.4. Les événements de 1972-1973 46
III.1.5. Les événements de 1988 49
III.1.6. Les événements de 1993 51
III.2. Les producteurs et vecteurs des représentations 53
III.2.1. La peur 54
III.2.2. Les partis politiques 55
III.2.3. La rumeur 55
III.2.4. Les messages politiques 57
III.3. Les effets des représentations à Mugamba 59
III.3.1. Attitudes individuelles 59
III.3.2. Attitudes collectives 60
III.3.3. Attitudes sociales 60
III.3.4. Attitudes politiques 61
CONCLUSION GENERALE 64
BIBLIOGRAPHIE 66
ANNEXES 69

0. INTRODUCTION GENERALE

0. 1. Présentation du sujet

Après son accession à l'indépendance le 1er juillet 1962, le Burundi a connu une succession d'événements et de violences. Il s'agit des événements de 1961, 1965, 1966, 1972,1988 et de 1993 à nos jours. Ces événements ont structuré des représentations politiques chez toute la population.

Notre travail se propose d'étudier les représentations que les populations de la Commune Mugamba en Province Bururi ont sur ces événements politiques.

L'analyse de ces représentations politiques nous permettra de dégager les rapports entre les populations elles-mêmes, entre celles-ci et le pouvoir. Cela se fera à l'échelon de l'institution communale.

Le problème que nous proposons d'étudier se fonde sur le constat suivant : à l'exception de la crise de 1972-1973, la Commune Mugamba a connu des situations d'obéissance et de paix civile pour tous les autres événements aboutissant à la stabilité politique.

En effet, des interrogations ne manquent pas : quels sont les facteurs ou les éléments qui ont pu maintenir la population en cet état alors que dans les autres communes les composantes sociales s'entredéchiraient ? Comment la population vit les crises et les élections ?

Qu'est-ce que la mémoire collective a gardé de ces événements ?

0.2. Méthodologie de travail

Nous avons utilisé les sources écrites et les sources orales. Les sources écrites que nous avons utilisées proviennent de la bibliothèque centrale de l'Université du Burundi.

Il s'agit des :

- ouvrages généraux et spécialisés sur les représentations politiques
- mémoires et thèses

Les dictionnaires nous ont servi pour définir certains concepts clés. Pour ce qui est des ouvrages, nous avons utilisé des ouvrages généraux sur les institutions locales, sur les théories et systèmes politiques, sur la sociologie politique locale, sur la démocratie et les idéologies.

Quant aux ouvrages spécialisés, il s'agit des ouvrages en rapport avec le sujet traité. Ces sources écrites nous ont permis d'ordonner et de traiter les ressources orales. Celles-ci consistent en des enquêtes.

Pour mener nos enquêtes, nous avons procédé en trois étapes :

- l'élaboration d'un questionnaire ;
- la pré-enquête ;
- l'enquête.

0.3. Délimitation du sujet

0.3.1. Cadre temporaire

Sur le plan chronologique, notre sujet s'entend sur une période allant de 1961 à 1993. La limite inférieure correspond à 1961 caractérisée par deux évènements

- la victoire aux élections communales par le parti UPRONA.
- la mort du Prince Louis RWAGASORE

Quant à la limite supérieure, elle correspond à 1993 dont les deux évènements importants sont :

- la victoire des élections présidentielles par le parti FRODEBU ;
- la mort du Président NDADAYE et le massacre à grande échelle des populations tutsi et des membres des partis de l'opposition.

0.3.2. Cadre spatial

La commune de Mugamba qui fait l'objet de notre travail couvre une superficie de 300km^2, elle est divisée en trois zones (Kibezi, Nyagasasa et Vyuya) et comprend trente collines de recensement.

Par rapport à la Province Bururi dont elle fait partie, la Commune Mugamba se trouve dans la position la plus septentrionale de cette province. De surcroît, elle se situe dans la partie australe de la région traditionnelle de Mugamba.

En ce qui concerne ses frontières, au Nord nous avons la Commune Gisozi, à l'Est la Commune Bisoro (Province Mwaro). Au sud-Est, nous avons la Commune Matana. A l'Ouest, la Commune Muhuta et nord-ouest, Commune Mukike (Province Bujumbura-Rural). Dans ce cadre spatial, un élement nous a aidé à étudier les représentations, l'environnement a été un facteur important de la stabilité.

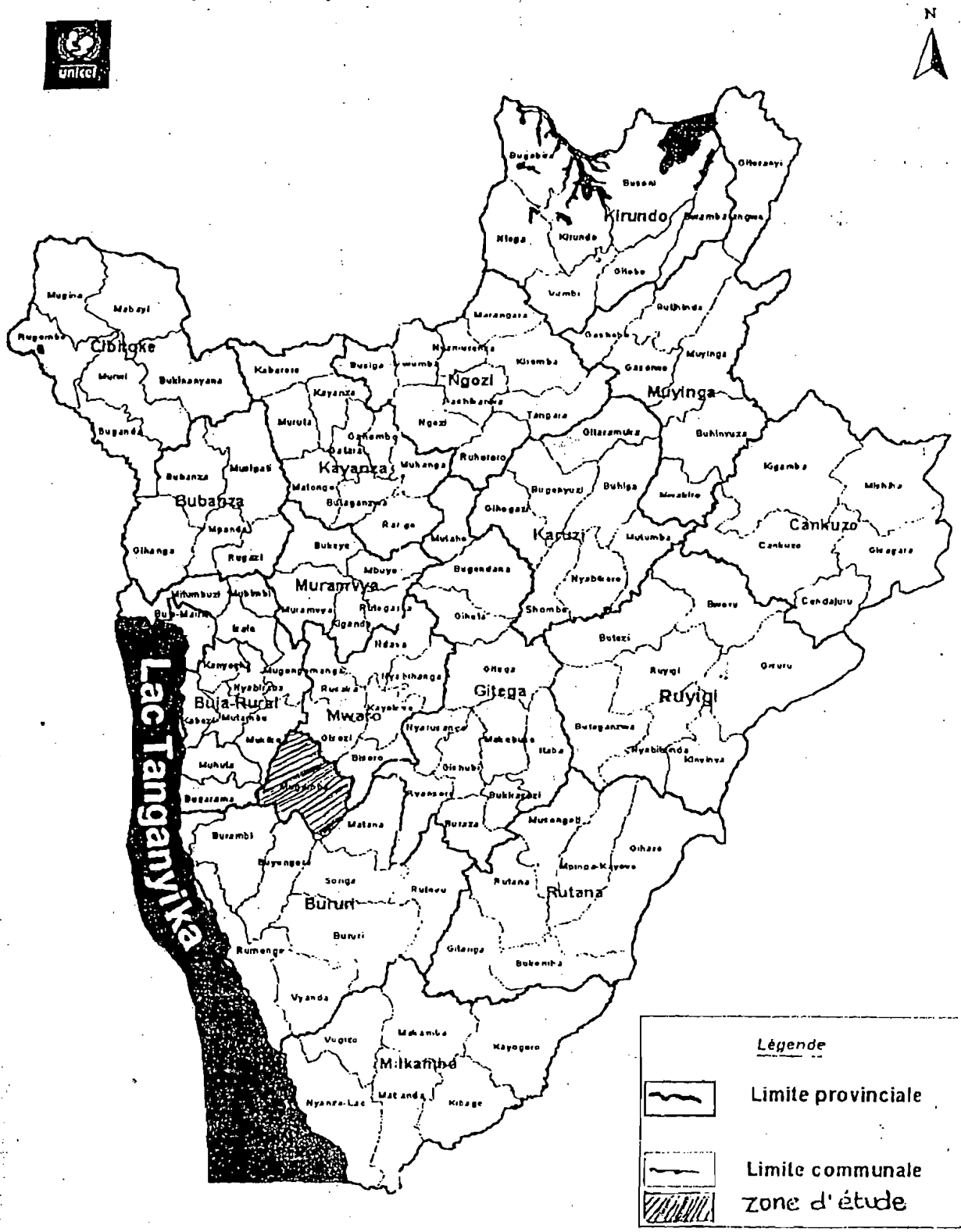
0.4. Articulation du travail

Le travail s'articule en trois chapitres :

- le premier chapitre analyse la construction des représentations attitudes et comportements de la population. Il s'agit donc d'un cadre conceptuel et théorique du sujet ;
- Le second chapitre porte sur la fonctionnalité des représentants politiques des populations à Mugamba
- Le troisième et le dernier chapitre est consacré à l'application des représentations politiques à Mugamba en tant que structurant des attitudes et les comportements de la population face à ces évènements.

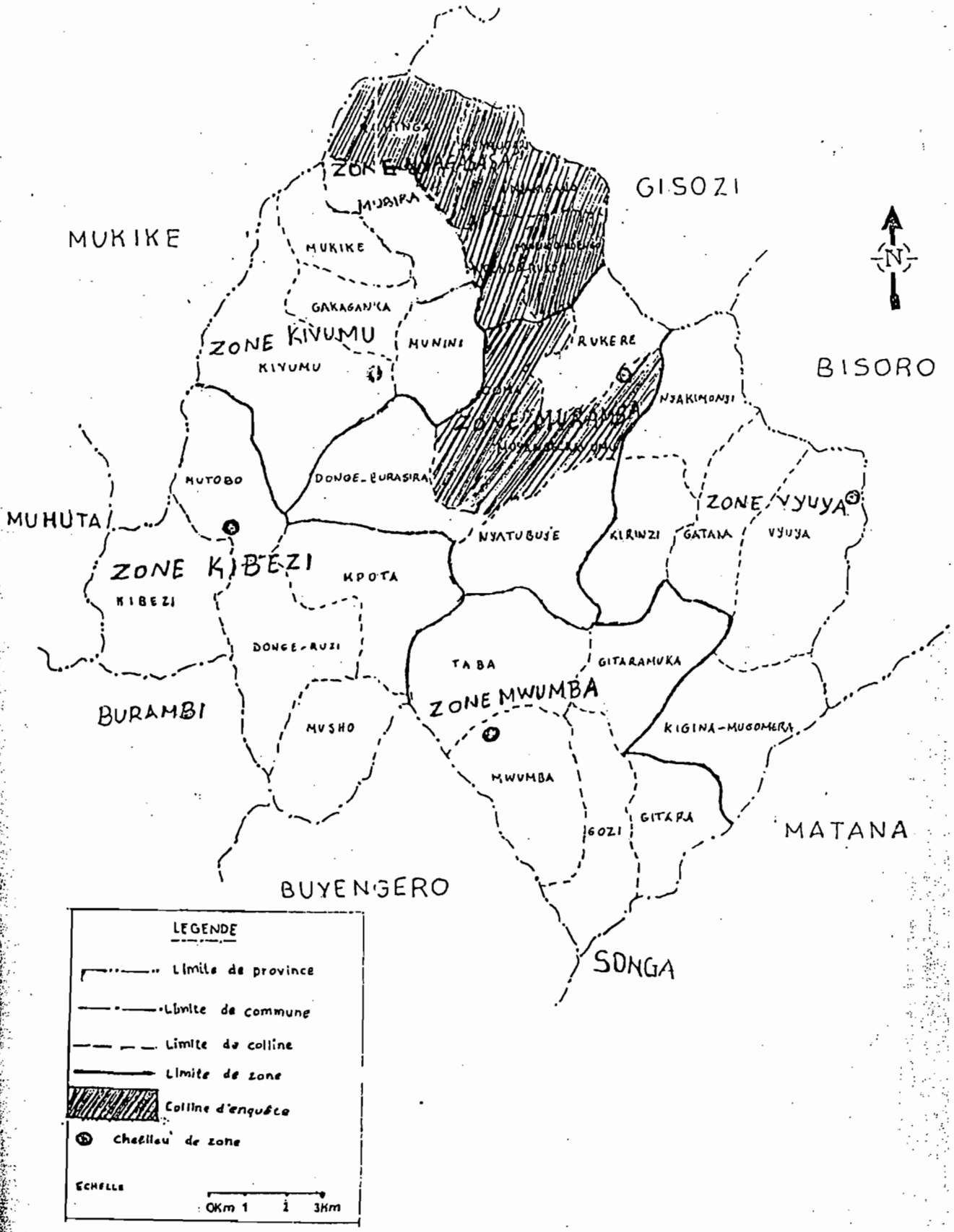
CARTE ADMINISTRATIVE DU BURUNDI

Carte n°1 : Localisation de la commune MUGAMBA.



Source : Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique
Département de la population.
Bujumbura, mai 2003.

Carle 2 : COMMUNE MUGAMBA



CHAPITRE I : LA CONSTRUCTION DES REPRESENTATIONS, ATTITUDES ET COMPORTEMENTS POLITIQUES DE LA POPULATION

Il s'agit de définir les concepts de représentation, attitudes et comportements selon les points de vue des différents auteurs ayant abordé ces concepts.

I.1. Concepts et définitions

Dans tout travail de recherche, il est indispensable de définir les mots ou les concepts que l'on va utiliser au cours du travail.

I.1.1. Représentations

Il s'agit d'un terme classique en philosophie et en psychologie pour désigner « ce que l'on se représente, *ce qui forme le contenu concret d'un acte de pensée et en particulier la reproduction d'une perception antérieure* »[1]

Selon Denise JODELET, *« ce sont des images qui condensent un ensemble de significations : systèmes de référence qui vous permettent d'interpréter ce qui nous arrive, voire de donner un en sens à l'attendu, catégories qui servent à classer les circonstances, les phénomènes, les individus auxquels nous avons affaire, théories qui permettent de statuer sur eux*[2]

L'auteur ajoute que la représentation *« concerne au premier chef la façon dont nous, sujet sociaux appréhendons les événements de la vie courante, les données de notre environnement, les informations qui y circulent les personnes de notre entourage proche ou lointain. »*[3]

---

[1] J. LAPLANCHE et J.B PONTALIS. Vocabulaire de la psychologie. Paris. PUF.1976.p.415
[2] D. JODELET. « Représentation sociale : Phénomènes concepts et théories » in S. MOSCOVICI. La psychologie sociale. Paris. PUF.1996.P.360
[3] D. JODELET. idem

Quant au grand Larousse encyclopédique, la représentation sociale« *est un mode d'appréhension d'un objet ou d'une situation dont on étudie les caractéristiques et dont on cherche à déterminer la fonction par rapport aux conduites individuelles ou collectives ; contenu ou attribué à objet par un groupe social et jouant un rôle dans la constitution de ce groupe comme tel ».*[4]

Ce concept de représentation sociale a d'abord été utilisé par DURKEIM sur un plan exclusivement sociologique, il s'agissait de souligner la spécificité de la pensée collective par rapport à la pensé individuelle. L'entrée récente de ce concept dans le champ de la psychologie sociale correspond à deux objectifs : d'une part les opinions et attitudes pour rendre compte des liens entre stimuli et réponses, entre situations et conduites. D'autres part, une tradition qui demeure plus proche de la sociologie locale dont il faut analyser les significations qui, pour chaque groupe, s'attachent à un objet social dont l'individu sera le porteur.

Dans toute société, la représentation sociale constitue l'intégration ordonnée de connaissances, d'opinions, de croyances et d'informations. Elle est donc le remodelage à travers lequel s'exprime ma totalité de l'insertion d'un individu ou d'un groupe dans le champ social.

Pour « encyclopedia univeralis, la représentation est définie comme *« une sorte de transfert d'attribution en vertu duquel une personne qu'elle représente »*[5]

Selon Norbert SIKKAMY, « la représentation n'est pas une simple image de la réalité, elle est une construction de notre activité mentale »[6]

Quant à Emile DURKHEIM dans son ouvrage «sociologie et psychologie » il dit que« *les représentations sont d'abord produites par des individualités, ensuite elles se libèrent de ces dernières dont elles sont issues pour se combiner et acquérir un caractère social caractérisant le groupe d'appartenance. Elles deviennent des réalités sociales qui interagissent indépendamment des individualités.*[7]

---

[4] Grand Larousse encyclopédique. Paris Libraire Larousse.1975
[5] ENCYCLOP2DIA Universalis p.822
[6] N. SIMALLY. Dictionnaire usuel de psychologie. Paris. Bordeaux.1983.p.590
[7] E. DURKHEIM. Sociologie et psychologie. Paris. PUF.1974.P.22

Serges MOSCOVICI soutient que « *la représentation est un processus psychique, apte à tendre familier à situer et rendre présent dans notre univers intérieur ce qui se trouve à une certaine distance de nous, ce qui est en quelque sorte absent. C'est une empreinte de l'objet qui résulte et se maintient aussi longtemps que la nécessité se fait sentir...* »[8]

Le même auteur conçoit les représentations : « (....) comme processus de médiations entre le concept et la perception. *A côté de ces deux instances psychiques l'une d'ordre purement intellectuel et l'autre à prédominance sensorielle, les représentations en constituent une troisième aux propriétés mixtes, propriétés qui permettent le passage à la sphère cognitive de l'objet perçu à distance, à la prise de conscience de ses dimensions, formes etc... se représenter quelque chose et avoir conscience de quelque chose est tout un, ou presque.*[9]

Pierre MANNONI dans *« les représentations sociales » les représentations sociales, considère les représentations sociales, objet socialement élaboré, tantôt constitutives d'un objet social, elles jouent un rôle déterminant dans la vie mentale de l'homme dont les pensées, les sentiments, les plans d'action, les référents relationnels, leur empruntent tous quelque chose ».*[10]

Cet auteur conclut en montrant que « d'une façon générale » *les représentations mentales sont des « entités » de nature« cognitive » reflétant, dans le système mental d'un individu, une fraction de l'univers extérieur »*[11]

Dans son ouvrage« Sociologie Politique », Philippe BRAUD montre que *« les représentations sociales , par exemple, de ce que le sujet s'imagine être pour lui bénéfique, s'imposent progressivement au cœur d'un processus continu de socialisation dans sa famille et son milieu d'origine , mais aussi à l'école ou encore sous la constante influence des modèles proposés par l'univers médiatique. »*[12]

---

[8] S. MOSCOVICI. La psychanalyse. son image et son public. Paris.PUF.1976.P.61
[9] Idem.p.55
[10] P. MANNONI. Les représentations sociales : Que sais-je ? Paris.1976.p.61
[11] Idem.p.12
[12] P.BRAUD. La sociologie politique. Paris 1G.D.J.1992.p.170

Quant à Denise JODELET, elle désigne« *le concept de représentation sociale comme une connaissance spécifique le savoir de sens commun, dont les contenus manifestent l'opération des processus génératifs et fonctionnels socialement marqués. Plus largement, il désigne une forme de pensée sociale les représentations sociales sont des modalités de pensée pratique orientées vers la communication, la compréhension et la maîtrise de l'environnement social matériel et idéal ».*[13]

Dans « La contagion des idées » Dan SPERBER essaie de montrer que les représentations jouent un rôle essentiel dans la définition des phénomènes culturels quel que soit le cadre théorique et méthodologique qu'on adopte. Pour lui, il existe deux types de représentations mentales : d'une part celles qui sont faites par les croyances, les intentions et les préférences, d'autre part celles qui sont publiques faites par les signaux, les énonces et les images. Elles ont aussi un système sous-jacent comme une langue, un code et une idéologie.

A partir de toutes ces définitions, nous remarquons que les représentations jouent un rôle important dans l'interaction des groupes. A travers les représentations, des groupes peuvent se consolider, se fractionner et fusionner. Les gens se rapprochent ou se séparent dans leurs perceptions, attitudes et comportements.

Dans toutes ces différentes définitions des représentations, ce qui compte le plus est la représentation du pouvoir qu'est l'idée ou l'image que les hommes se font du pouvoir que sa présence réelle pendant les grands événements politiques dans le Burundi en général et dans la Commune Mugamba en particulier, car c'est là que se situe notre étude.

En un mot nous pouvons dire que les représentations sont un ensemble de connaissances que hommes ont de leur milieu socio-culturel et politique des connaissances résultant de leurs interactions multiples, complexes et dynamiques entre l'individu et son environnement familial, social et politique. En réalité, il s'agit des connaissances qui se forment à partir des croyances, des idéologies, des valeurs et mythes.

---

[13] D.JODELET.op.cit.p.38

Ce sont enfin des manifestations et des messages que nous pouvons analyser à partir des attitudes et des comportements sociaux, des messages verbaux ou écrits, des réactions et des gestes culturels, etc.

Dans le cas de notre étude, la représentation des événements politiques, par exemple repose sur le sens ou la signification attribuée par la population de la Commune Mugamba à des événements, à ce qui se passe ou qui s'est passé. Il s'agit d'une analyse critique sur ces grands événements politiques que le Burundi a connus à partir de la manière dont les populations de Mugamba se représentent. Nous postulons dire que ces représentations sont le produits d'une idéologie de la fonction est de reproduire le système politique.

I.1.2. Attitude

La notion d'attitude connaît plusieurs définitions selon les auteurs et les domaines abordés. Dans leur ouvrage, « la dynamique de groupe restreints », Didier ANZEIU ET Jacquet –Yves MARTIN citant ALLPORT considèrent l'attitude comme*« un état mental et neurophysiologique, constitué par l'expérience, qui exerce une influence dynamique sur l'individu, le préparant à réagir d'une manière particulière à un certain nombre d'objet et situation. »*[14]

L'auteur continue en montrant que c'est un *« principe unifiant dans nos rapports avec notre monde, avec notre milieu, avec les autres. Défini par leur objet, les attitudes (au point de vue des relations interpersonnelles auxquelles nous vous limitons (ci) seront des prédispositions permanentes à agir dans une certaine manière vis-à-vis d'autrui à l'intérieur d'un groupe restreint ».*[15]

Pour R. LAFON, *« l'attitude est une disposition déterminée par l'expérience qui exerce une influence directrice sur la conduite (...). L'attitude met en jeux la totalité de l'être humain en relation avec l'objet, personne ou chose,... »*[16]

---

[14] D.ANZIEU et J. MARTIN, la dynamique des groupes restreints.PUF.P.197
[15] Idem
[16] R. LAFON. Vocabulaire de psychologie et psychiatrie de l'enfant. Paris.PUF.1979.P.103

Quant à G. BASTIN l'attitude est *« une disposition psychologique qui conditionne nos schémas de conduite. Déterminées par le contexte dans lequel nous vivons (famille, école, relation amicale et professionnelle, niveau social), les attitudes engagent notre personnalités toute entière et relèvent tout autant de facteurs inconscients »*[17]

Ces définitions ont toutes en commun : l'influence du milieu dans la formation des attitudes et l'enracinement de ces dernières dans la personnalité.

Dans son ouvrage« les attitudes politique en démocratie », *Stéphane BERNARD défini l'attitude comme « une prédisposition acquise et plus ou moins stable à ce qu'on pense d'une manière plus ou moins spécifique, à l'égard d'un objet donné, en présence, de stimuli approprié »*[18]

L'attitude est un outre le résultat d'un apprentissage. Elle influe sur la capacité d'apprentissage et différencie les modes d'apprentissage.

Serge MOSCOVI distingue quant à lui trois fonctions d'attitude

Il y a d'abord la *fonction cognitive* qui a un rôle d'imprimer un processus d'estimation de jugement et de reconnaissance. Il y a ensuite *la fonction énergétique* qui a une capacité ce de produire un effet dans certaines conditions, est indiqué par son intensité qui détermine le seuil, l'extension et la continuité des réponses. Il y a enfin *la fonction régulatrice* ou une fonction de régulation d'échange (Stimulus-réponse).

Sur ce, il définit l'attitude comme un « système de codification de *l'information, un système qui corrige les réponses ou les adapte jusqu'à ce que l'équilibre s'établisse »*[19]

---

[17] R.LAFON.op.cit,.p.103

[18] S.BERNARD. Les attitudes politiques en démocratie. Esquisse d'une topologie. Collection du centre de théorie politique. Edition de l'institut de sociologie.U.LB.1986.P.20

[19] D.JODELET et al. « La psychologie sociale. Une discipline en mouvement ». Préface de S.MOSCOVICI.

Il continue en citant KATZ et STOTLAND qui développent *une approche fonctionnaliste*, où la notion de personnalité s'avère centrale. L'attitude serait un *« mécanisme assurant la stabilité de l'organisation émotionnelle et cognitive de l'individu ainsi que son comportement ».*[20]

Pour NEWCOMB, l'attitude assure la stabilité et la constance de l'organisation émotionnelle et cognitive dans les situations de tension ou deux individus communiquent à propos d'un même objet.[21]

Selon MENDRAS dans son ouvrage *« Eléments de sociologie » il conçoit une attitude comme« une disposition plus ou moins permanente qui est à la source d'un grand nombre de comportements et d'opinions sur un sujet. »*[22]

Nous remarquons que les attitudes sont généralement polarisées, chargées d'affectivité sur un sujet donné. Car elles sont en relation avec des croyances et des valeurs. Il y a toujours une attitude pour et une attitude contre.

De ce fait les attitudes sont *« acquises et subissent des influences externes et, de ce point de vue, la socialisation n'est que la formation chez les individus d'attitudes convenable, en relation avec les valeurs et les normes sociales d'un groupe. »*[23]

Dans la genèse et dynamique des attitudes, nous admettons que *« le premier apprentissage de l'enfant construit chez lui un certain nombre d'attitudes, profondes ou diffuses ».*[24]

Ces attitudes permettent donc de faire un choix dans la réalité et, par là même, se renforcent elles-mêmes, puisqu'elles-mêmes, puis conduisent à ne voir dans la réalité que ce qui leur est conforme.

---

[20] D.JODELET et al. « La psychologie sociale. Une discipline en mouvement ». Préface de S.MOSCOVICI.
[21] In idem
[22] H.MENDRAS. Eléments sociologie. Paris. Armand Colin.1975.p 67
[23] Idem
[24] Ibidem

Quant à Alain LANCELOT, dans« l'orientation du comportement » il définit l'attitude comme» *une disposition relativement persistante à présenter une réaction organisée dans une certaine façon, c'est-à-dire à manifester un certain type de comportement motivé vis- à –vis d'une situation donnée »*[25]

Aussi, chaque attitude peut être caractérisée par deux propriétés. « *la direction positive ou négative qui correspond à l'adhésion ou au refus à l'attirance ou à la répulsion et l'intensité qui correspondant à la plus ou moins grande valorisation ou dévalorisation de l'objet en cause. »*[26]

S'agissant des attitudes politiques, elles ne se distinguent des autres attitudes que par leurs objets d'analyse : ces attitudes sont celles formées vis à vis des différents éléments du système politique, c'est-à-dire les attitudes vis-à-vis des autorités ou des actions politiques (de la commune Mugamba en l'occurrence).

Dans le cas qui nous concerne, une attitude peut engendrer un comportement sans se confondre avec lui. Nous pouvons être porteurs en permanence d'une attitude favorable à tél parti politique (c'est le cas du parti UPRONA dans la commune) sans que cette attitude se concrétise à tout moment par un comportement politique.

En un mot, au point de vue cognitif, la combinaison entre l'acquisition des connaissances et la valorisation des objets entraîne la formation des attitudes. Elles sont donc utilisées pour rendre compte des rapports entre stimuli dans les expériences et les temps de réactions. Son rôle important dans les recherches sur l'activité et le mouvement, où il est conçu comme l'organisation qui prépare l'acte.

I.1.3. Comportements

Selon le grand dictionnaire encyclopédique Larousse, « *le comportement est une manière d'être, d'agir ou de réagir des êtres humains, d'un groupe des animaux : attitude, conduite »*[27]

---

[25] A LANCELOT. L'orientation du comportement .in J.LECAT et M. GRAWTZ. Traité de science politique .Paris .PUF.T3.1985.P.368

[26] Idem

[27] Grand dictionnaire encyclopédique. T4. Paris. Librairie Larousse.1982.p.457

La psychologie du comportement s'est d'abord confondue avec le behaviorisme qui considérait que les comportements sont donnés en réponse à un événement de l'environnement ou stimulus.

Quant à la grande encyclopédie, les comportements *« sont des manifestations objectives des animaux et des hommes. La notion de comportement regroupe ainsi la classe des évènements observables relatifs à l'activité d'un organisme individuel dans son milieu. Elle s'article en général sur les gestes, les actes, les paroles et leurs significations »*[28]

Les comportements humains selon les époques et selon les pays relèvent de la sociologie. Les conduites humaines ont constitué une école culturaliste dont le champ privilégié est l'observation sociologique.

La culture est dans ce cas saisie comme un système de comportement qui s'impose aux individus et dont l'apparition et l'organisation demeurent largement inconscientes.

Selon R. LAFON, au sens restreint, le comportement« *est un ensemble de réactions adaptatives, objectivement observables qu'un organisme humain généralement pourvu d'un système nerveux, exécute en riposte aux stimuli, eux aussi objectivement observables, provenant du milieu dans lequel el vit.»*[29]

Au sens large, le comportement se conçoit comme *« une réaction totale d'un être par laquelle il répond à une situation vécue en fonction des stimulations du milieu des tensions internes de l'organisme et dont les moments successifs sont orientées dans une direction ayant une signification pour le vivant. »*[30]

Le comportement global d'une population comprend tout ce qui est mis en jeu dans la réaction ; il implique pour l'homme trois éléments formant une totalité indissociable :

Il y a d'abord la *conscience vécue*, internationale, engagée dans l'action dont le sujet, fait face à la situation en organisant son activité.

---

[28] Grande encyclopédie .Paris Larousse.1973.p208
[29] R.LAFON. Vocation de psychologie et de psychiatrie de l'enfant. Paris PUF.1963.p208
[30] Idem

Ensuite, le comportement se voit à travers des *manifestations extérieures* pouvant être observées (réactions physiologiques, physiques, opérations matérielles, guerre civile, etc.).

Enfin, *la relation avec le milieu de vie* (englobant tout l'environnement physique) et l'entourage humain lié à la situation peut montrer le comportement de la population.

Selon MILBRATH, *« de comportement politique est un comportement qui affecte ou vise à effectuer les décisions du gouvernement »*[31].

P. BRAUD, dans son ouvrage « la sociologie politique » démontre que *« normes culturelles et comportements pratiques fonctionnent donc en étroite interaction »*, citant LINTON, BRAUD montre que *« la configuration des comportements sont appris, partagés et transmis par les membres d'une société donnée »*[32].

Dans l'analyse de Nonna MAYER et Pascal PERRINEAU sur « les comportements politiques », ces comportements *sont « une pure et simple participation politique. Cette dernière rassemble une série de comportements organisés essentiellement autour du vote, à l'assistance d'un meeting politique, à la participation à une campagne électorale et à l'appartenance à un parti politique* [33]».

Au Burundi, nous pouvons dire qu'il y a plusieurs facteurs qui déterminent la participation politique. Il s'agirait des tendances politiques qui étaient favorables ou non au système pluraliste. Aussi, les appartenances ethniques sont des éléments importants pouvant motiver les sentiments, les instincts, les émotions et les passions d'une population donnée.

---

[31] Cité par D. MEMMI, "l'engagement politique", in M GRAWTZ et J. LECA. Traité de science politique T3., Paris, PUF, 1985, .312.
[32] P. BRAUD, op. cit, p.172
[33] N.MAYER et P. PERRINEAU. Les comportements politiques, Paris. Armand Colin.1992.p.11

I.1.4. Evénements politiques

Selon l'encyclopaedia Universalis, l'événement est considéré comme ce qui *« advient à une certaine date et dans un lieu déterminé (...) d'un côté, l'événement se distingue de l'accident : l'accident est ce qui arrive aussi mais d'une manière contingente ou fortuite, ce qui aurait pu ne pas se produire, tandis que l'événement peut être parfois prédit à l'avance, attendu comme un effet nécessaire à partir d'un certain nombre d'enchaînement des causes ou de conditions préalables.*[34] »

Dans le cas qui nous intéresse, les événements dans le langage quotidien ne constituent en effet qu'une série de tragédies liées pour la plupart à la question ethnique, les unes étant les plus meurtrières que les autres. Ces grands événements politiques ayant structuré la mémoire de la population burundaise sont ceux de 1961, 1965, 1972, 1973, 1988, 1991, 1993.

Nous allons donc analyser la participation politique de la population de la commune Mugamba pendant les élections et pendant les crises politiques.

Ces grands événements politiques nous intéressent du fait qu'ils engageraient les sentiments, les émotions et les passions de ceux qui les ont vécus, mais aussi les générations suivantes ; d'où la force des représentations, attitudes et comportements à leur égard de la part de la population de la commune Mugamba.

I.1.5. Le contenu des représentations

Il s'agit des concepts d'idéologies, mythes et valeurs.

I.1.5.1. Les idéologies

Le vocable idéologique a été créé par DESTUTT DE TRACY à la fin du XVIIIème siècle. Il désignait la science des phénomènes mentaux.

Jean BAECHLER dans son ouvrage, « Qu'est-ce que l'idéologie ? » définit l'idéologie comme.

---

[34] Ecyclopaedia universalis, Paris, 1990, p.129

« Un ensemble structuré d'images, de représentations de mythes, déterminant certains types de comportements de pratiques, d'habitudes et fonctionnant (...) comme un véritable inconscient[35] *».*

Quant à PREVOST, l'idéologie désigne

« L'ensemble des représentations mentales qui apparaissent dès lors que les hommes nouent entre eux des liens. Elle peut aussi se présenter sous la forme de mots, dont le degré d'organisation et de complexité peut aller du slogan au système. [36]*»*

Autrement dit, il s'agit d'un discours orienté par lequel une passion cherche à se réaliser dans une valeur.

Les passions jouent un rôle important du fait que beaucoup de mouvements politiques sont nés grâce aux passions éveillées et conjuguées, ensuite poursuivent des intérêts en utilisant ou suscitant des représentations.

Quant aux fonctions de l'idéologie, elles sont à deux. La première est que les membres du groupe ou d'un parti se reconnaissent entre eux comme amis.

La seconde fonction est celle de ralliement. Ici, la manifestation la plus terrible est le meurtre collectif, par lequel des individus se fondent en une communauté incandescente du sang de ses victimes.

Cette fonction de ralliement est indispensable dans la mesure où il ne peut y avoir de lutte politique sans que les amis et les ennemis peuvent se reconnaître.

Le parti FRODEBU était considéré à Mugamba comme un parti ennemi contre lequel il fallait lutte à tout prix.

Quant à l'efficacité des idéologies, c'est que les idéologies sont capables de réveiller les passions latentes ou endormies.

L'efficacité de l'idéologie du parti FRODEBU se trouvait dans le fait d'évoquer surtout les événements de 1972 pour réveiller des passions endormies. C'est ce que BAECHLER trouve dans l'homme politique.

---

[35] J. BAECHLER, op.cit, p.51

[36] C. PREVOST, Littérature, politique, idéologique, Paris, Ed. Sociales, 1973, p.211

« L'homme politique ne crée pas les passions dont il a besoin pour parvenir à ses fins, il les exprime, les capte et les concentre dans la direction recherchée[37] ».

L'idéologie continue à agir tant que les événements ou les idées ou même des circonstances qui l'ont fait naître restent en action. Toute idéologie est donc fondée sur la construction sociale de la réalité. Il y a des enjeux de lutte sociale ; ce sont des enjeux du pouvoir.

Le FRODEBU développait l' »idéologie-guide » tandis que l'UPROA développait l' »idéologie-justification » en voulant se maintenir au pouvoir et bénéficier du statu quo. C'est dans ce sens que RUDOLF considère l'idéologie comme.

> *« un ensemble d'idées systématisées qui rationalisent les aspirations, les valeurs et les intérêts des acteurs qui présente en général une interprétation, un jugement et une conception de l'homme et du monde (Weltanschaung) et qui propose les objectifs à atteindre les actes à accomplir et ou les situations à défendre[38] ».*

I.1.5.2. Les mythes

Les représentations politiques se réalisent aussi dans des mythes. Quant aux mythes, ANSART définit d'abord le mythe comme :

> *« un système de représentation structuré conformément aux distributions et pratiques sociales.[39]»*

Le même auteur continue à montrer que le mythe fonctionne comme une contre violence symbolique à l'égard des violences ouvertes et potentielles. Le mythe est donc chargé de donner sens au pouvoir et à la vie sociale dans la commune Mugamba, Il a une force d'intégration sociale.

Il est aussi un objectif de croyance et non une simple représentation. Il a une finalité concrète.

---

[37] J. BACHLER, op.cit
[38] RUDOLF, op.cit, p.23.
[39] P. ANSART, op.cit, p.23

Quand à ELIADE, il nous rappelle que les mythes pour être efficaces et pour se pérenniser doivent se transmettre de génération en génération à travers des places vénérées, des dates symboliques, des fêtes, des pratiques culturelles que C. RIVIERE appelle « liturgie politique ».

Comme le mythe inspire l'action, donne manière à la pensée, là aussi une fonction principale de « révéler les modèles d'exemplaires de toutes les rites et de toutes les activités humaines significatives ».

Au cours de nos enquêtes, nous avons pu retenir quelques chansons de mythification sous la troisième république.

En 1988, les élèves de l'école primaire du Ruko saluaient l'évènement de l'indépendance du pays et de la troisième république.

> *« Inyenyeri (3x) ya mbere yarakije hari kw'igenekerezo ry'uwambere mukakaro 1962.*
>
> *Inyenyeri (3 x) igira kabiri, iyo nyenyeri yarakije hari kw'igenekerezo rya 3 nyakanga 1987*[40] ».

(« La première étoile a brillé, c'était le 1er juillet 1962

La seconde a brillé c'était le 3 septembre 1987 »).

La première étroite signifiait l'avènement de l'indépendance. La seconde étoile signifiait l'avènement de la troisième république. La recherche d'une mystification du candidat de l'UPRONA avait trouvé sens dans la convocation du héros. On comprend dès lors pourquoi pendant les élections on avait mis côte à côte deux photo de Buyoya et de Rwagasore sur la carte de propagande de l'UPRONA.

Il voulait donc incarner le rôle d'un héros national qui est devenu un mythe au niveau de tout le pays. C'est que les grands acteurs politiques récupèrent des mythes pour donner sens à leurs actions.

---

[40] NDUWAMUNGU. Op.cit

Dans la commune Mugamba, le prince Louis RWAGASORE reste toujours une grande figure de la lutte pour l'indépendance du pays. Cela s'entend bien à travers cette chanson populaire d'après sa mort.

« Uwiguze uburundi, Rwagasore Louis...
Umuganwa atari umugani »

« Leader du Burundi, prince Louis RWAGASORE

Un prince et non une légende ».

P. ANSART montre que le mythe

> *« n'est pas exactement une croyance et encore moins un acte de foi, il est l'expérience quotidienne, l'imaginaire vécu, le monde de relations des hommes à eux-mêmes, au monde et autrui ».*

Quant aux croyances religieuses des populations de Mugamba, elles sont considérées comme les produits et les éléments qui justifient les pratiques de cette dernière.

Selon Max WEBER, dans son ouvrage, « L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme » il définit la religion comme.

> *« Un système de symboles agit de manière à susciter chez les hommes des motivations et des dispositions puissantes, profondes et duelles en formulant des conceptions d'ordre général sur l'existence et en donnant à ces conceptions une telle apparence de réalité que ces motivations et ces dispositions ne s'appuient que sur du réel. »*[41].

WEBER qualifie donc les religions comme les forces magiques et religieuses, ainsi que les idées d'obligations morales qui reposent sur elles, ont toujours compte parmi les plus importantes des éléments formateurs de la conduite.

En analysant l'évolution des croyances au sein de la commune Mugamba, nous avons trouvé en elles des éléments d'unité. Cela se traduit bien dans la religion traditionnelle que le « culte d'ukubandwa ». Ce culte associait chaque fois hutu et tutsi dans cette commune. Un tutsi ne pouvait pas faire ce culte sans inviter un hutu et vice versa.

---

[41] M WEBER. Ethique protestante et esprit du capitalisme. Paris, Plan, 1970, p.25

I.1.5.3. Les valeurs

Dans « De la division du travail social », E. DURKHEIM, quand à lui, attribue à la solidarité mécanique et à la solidarité organique, ce qui, pour chacune de ces deux types d'organisation sociale, est tenu pour légitime. Dans la première catégorie, les valeurs sociétales s'imposent à l'individu. Dans la seconde, la société et ses valeurs sont envisagées comme étant la résultante des actions individuelles.

Les valeurs sont assimilées aux sentiments, aux traditions ou aux systèmes d'idées souvent liés à la morale chrétienne[42].

Quant à P. ANSART, les valeurs sont fixées par *« un ensemble coordonné de représentations, un imaginaire à travers lequel elles se reproduisent et qui, en particulier, désignent le groupe à lui-même distribuent les identités et les rôles, expriment les besoins collectifs et les fins à réaliser[43]».*

La question des valeurs peut constituer un enjeu central des conflits socio-politique car les représentations que se font les individus du bien à réaliser peuvent être contradictoires.

L'analyse des représentations du pouvoir politique passe par un travail sur les discours populaires concernant ce qui est légitime et illégitime bien et mal, juste et injuste, honorable et honteux, agréable et désagréable.

L'analyse de valeurs porte en anthropologie les sens de :

- « sentiments » chez MALONOWISKI et E. PRITCHARD
- « référence implicite » chez HOMANS
- « Ethos » chez KROEBER et BATESON

Selon KROEBER, les valeurs sont des « comportements culturels dominants ». Ce sont des faits sociaux et leurs constellations, qui sont des actes, des idées, des attitudes ou des comportements que les opinions et les croyances des acteurs sociaux qualifient de désirables ou non, de recommandables ou à déconseiller proposent comme idéal ou interdisent.

---

[42] E. DURKHEIM. Education et sociologie, Paris, Quadrige, PUF, 1985, p.51.
[43] P. ANSART, op.cit, p.21

Les valeurs sont des croyances ayant un caractère normatif au sein d'une société donnée. Lorsque les valeurs ou croyances sont intégrées dans un système dont les éléments sont connectés les uns aux autres de manière plus ou moins floue, on parlera de vision du monde.

Référées à l'idéologie, les valeurs ne se discutent pas. Elles y sont les vérités vivantes qui donnent à la réalité sociale à tel point que le doute et contestation de cette société est perçue comme « déraisons, folies, maladies mentales ».

Les valeurs sont donc au cœur des représentations. Dans ses recherches sur « vertus civiques » (courage et tolérance, fierté et amour propre) et « politique » (température, fermeté, prudence, paix, concorde ou amitié entre les citoyens, tolérance, esprit de justice), J. BAECHELER inscrit les valeurs dans une perspective finaliste, c'est-à-dire la définition d'un objet final à atteindre.

I.1.6. Les cadres de production des représentations politiques

Dans toutes les sociétés du monde, les instances de production des représentations passent par la socialisation politique. Cette dernière *« désigne les mécanismes et les processus de formation et de transformation des systèmes individuels de représentations, d'opinons et d'attitudes politiques ».*[44]

Quant à J.P. COT, et J.P. MUNIER, dans « Pour une sociologie politique », *« la socialisation politique comme une fonction politique par excellence, contribuant au maintien et à l'adaptation du système politique, elle doit être éducation dans cette perspective. Il s'agit d'un mécanisme de stabilisation ou mieux de pérennisation du système politique*[45] *».*

En un mot, la socialisation politique renvoie à l'apprentissage, inculcation aux individus des valeurs, croyances, attitudes et comportements leur permettant de tenir leurs rôles politiques.

Selon Y. MENY,

---

[44] A. PERCHELON. La socialisation, défens ; et illustration. In GRAWTZ (M). Op. cit. p.165

[45] J. P. COT, et J. P MOUNIER. Pour une sociologie politique, T3, la culture politique coercition physique et violence symbolique, changement politique. EDITION du seuil, 1974, pp. 66-67

« Toute société politique est traversée par des divisions, par des clivages d'origine, de nature et d'ampleur extrêmement diverses. Ils peuvent être économiques ou sociaux, sectoriels ou territoriaux, idéologiques ou symboliques, anciens ou récents, profondément enracinés ou éphémères, etc.

Mais l'important pour l'analyse de l'univers politique est d'abord d'apprécier leur incidence sur la structuration des attitudes et des comportements politiques[46] *».*

Pour le cas du Burundi, ces clivages sont ethniques. Ceux-ci se sont illustrés dans des violences.

I.1.6.1. Le cadre de la violence physique et symbolique

La violence agit alors comme un ressort. Une fois qu'il y a violence V1 qui est infligée à une personne, cette dernière « se comprime » à l'image d'un ressort comprimé et le moment venu elle explose en faisant la violence V2.

Dans cette situation, il y a une nécessité d'une violence V3 pour arrêter la progression d'une violence V2. Et finalement l'ensemble de la société entre dans le cycle de violence de plusieurs manières : les uns le feront physiquement, d'autres verbalement, d'autres encore moralement, etc..[47].

Pour essayer de surmonter les clivages de toute nature et développer un grand attachement à la stabilité les instances ont permis d'établir des mécanismes et des arrangements institutionnels que l'on peut classer en quatre conditions selon LIJPHART.

- La capacité de prendre conscience des dangers d'une telle fragmentation
- La volonté de sauvegarder le système
- La capacité de prendre en compte les nouveaux clivages
- La capacité des groupes sociaux à accepter les compromis[48].

---

[46] Y. MENY. Politique comparée, les démocraties : Allemagne. Etats-Unis. France, Grande Bretagne, Italie. Paris, Montchrestien, 4ème Ed. 1993, p.25.

[47] Actes de la session6Retraite des universitaires campus Mutaga tenue au Grand Séminaire de Bujumbura, du 26 au 31 décembre 1997, p.8

[48] A. KUHOART, cite par Y. MENY, Op.cit, p.26

S'agissant de la violence symbolique, nous pensons au rôle du parti unique UPRONA. Selon George LAVAU, « D'un côté, le parti unique se subordonnant toutes les structures de « mobilisation » et d'intégration nationale, parti « occupant l'Etat » mais lui-même contrôlé par un Chef d'Etat « charismatique » ayant sous sa coupe un appareil de propagande, mais d'un côté de patronage, les solidarités à base de parenté, d'Ethnies, de religion ou de génération. »[49]

I.1.6.2. Les Cadres Sociaux

Par socialisation politique, il faut entendre *« le processus d'inculcation des croyances et représentations relatives ou pouvoir (dimensions verticale) et aux groupes d'appartenance (dimension horizontale)[50] ».*

A ce sujet, il faut souligner qu'il n'y a pas de société politique sans intériorisation d'un minimum de convictions communes, sans qu'il y ait l'identification des individus à un ensemble solidaire, un ensemble de convictions est qui emportent l'adhésion.

En ce qui concerne notre cas, le processus de socialisation fait intervenir une double exigence selon le point de vue des gouvernants et le point de vue des gouvernés.

L'inculcation des normes ou des valeurs a pour effet de faciliter considérablement l'obéissance de la population à la loi. Aussi, il faut noter que le pouvoir de l'Etat repose sur la coercition pour obtenir le respect des règles qu'il édicte.

Cette coercition est souvent facilitée par l'éducation de base donnée au futur sujet ou citoyen. Ainsi, l'éducation familiale a pour but de redresser et d'apprendre à l'enfant la bonne façon de se conduire. Elle se fait aussi penser en fonction du rôle social que les parents pensent que l'enfant aura à remplir. Son rôle de femme ou de l'homme.

Ici, la famille joue un rôle important qu'elle ne joue ailleurs. Annick PERCHERON montre cinq conditions pour favoriser la reproduction des préférences idéologiques[51].

- La transmission est d'autant plus réussie que les parents ont des capacités plus grandes à transmettre le message

[49] G. LAVAU, La démocratie in "M. GRAWTZ et J. LECAT. Traité de sciences politique T2, Régimes politique contemporains, Paris, PUF, 1989, p.34
[50] P. BRAUD, op.cit, p.153.
[51] A. PERCHERON. op.cit, p.213

- La transmission est d'autant plus réussite que les enfants forment leurs préférences dans un milieu homogène
- La transmission dépend de certaines variables comme le degré d'intégration religieuse, la proximité religieuse, le niveau d'instruction, l'intérêt pour la politique…
- La socialisation politique dépend des attributs socio-culturels des enfants et des parents (degré d'intégration religieuse).
- Apprentissage social

La société essaie de transmettre des règles des conduites approuvées au jeune enfant à travers les autres et à travers certaines institutions. En se conformant aux attitudes et comportements approuvés par la société, le jeune enfant peut recevoir des encouragements et dans le cas contraire, le jeune enfant reçoit des réprimandes.

La société a aussi le rôle essentiel d'apprendre à l'enfant un certain nombre de réflexes sociaux en face des situations sociales ou politiques bien définies.

Selon, Jean BAECHLER, sauf exception, les mécanismes de socialisation sont efficaces dans une société traditionnelle. Le savoir, l'acquisition de l'outillage technique reviennent à l'école, la formation des opinions, du système de valeur à la famille.

C'est dire que le milieu social ou l'environnement joue un rôle important dans la socialisation politique. Par cadre social, nous entendons, *« l'ensemble des structures sociales qui environnent l'individu, dans lequel il est intégré. On parle le plus souvent de l'environnement social, quelque fois ou de substrat social* [52] *»*.

Ce milieu social complexe détermine une certaine ambiance autour de lui. Il est formé de couches concentriques superposées, qui se resserrent progressivement autour de chaque personne ou individu. Nous remarquons donc les éléments qui ont une influence sur les représentations politiques. Ce sont les facteurs qui sont en rapport avec le pouvoir et entraînent une distinction entre gouvernants et gouvernés.

[52] A.PERCHERON. op cit.p.213

Depuis longtemps, la plupart des sociétés sont dominées par trois grandes composantes du milieu social partant d'un ordre important :

- **Le milieu national**

La nation est l'échelon le plus élevé de l'appartenance sociale. Elle vise l'intérêt général et la protection des citoyens. En contrepartie, ces derniers doivent payer taxes et impôts.

- **Le milieu démographique**

Il s'agit d'un élément déterminant du concept Nation. C'est l'environnement humain qui peut déterminer la faiblesse et la puissance d'une nation en calculant par exemple le nombre d'individus qui est au travail ainsi que son Produit National Brut.

- **Le milieu socio-économique**

C'est un facteur important du comportement politique. Il fait signaler l'existence des cadres élémentaires qui environnent la vie quotidienne de l'individu. Il faut signaler que le comportement politique des gens riches n'est pas le même que celui des gens pauvres. Ces derniers sont moins stables dans le comportement politique que les premiers.

En analysant la construction des représentations, attitudes et comportement a développé des représentations et adopter des attitudes et des comportements politiques qui puisent leurs significations dans ces grands événements.

CHAPITRE II. LA FONCTIONNALITE DES REPRESENTATIONS A MUGAMBA

Ce chapitre se veut d'analyser la fonctionnalité des représentations politiques de la population de la commune Mugamba. Il s'agit de montrer comment les représentations fonctionnent au sein de la population de Mugamba. Cette fonctionnalité des représentations travaille à travers les imaginaires populaires de la population de Mugamba face aux événements politiques. Trois points retiennent notre attention : d'abord l'intégration de la population ensuite la définition des identités et la division de la population.

II.1. La culture politique

Par le mécanisme de la socialisation, le pouvoir d'Etat et ses appareils idéologiques contribuent à la fabrication et à l'inculcation d'une morale civile. Le pouvoir prétend alors remettre de l'ordre dans un pouvoir qui semble incertain. L'objectif est de maintenir l'unité à l'intérieur d'un groupe. Les autorités essaient de mobiliser la population pour le soutien du pouvoir en place[53].

II.1.1. La « culture de sujétion »

Dans commandement-obéissance, nous entendons le rapport « soumis-autorité ». L'autorité était donc une relation qu'il faut analyser du point de vue de celui (la personne ou institution) qui émet le message ou le commandement, et du point de vue de celui qui reçoit ou recevait.

Selon les analyses classiques de Max WEBER, nous trouvons trois formes de pouvoir légitime :

En premier lieu, un message ou un commandement peut-être dit autorisé du fait qu'il est conforme à la tradition (autorité traditionnelle).

[53] J. NIMBONA, Analyse des représentations du pouvoir politique. Le cas du Burundi, Thèse de doctorat en Sciences politique, Paris, Presses universitaires de Septembre, 1998, p.69

En deuxième lieu, l'autorité du message ou du commandement vient de ce qu'ils sont conformes à une procédure ou à un code, aux règles d'une syntaxe, qui peuvent être explicitées ou justifiées à toute requête convenable. C'est ce que Max WEBER appelle l'autorité rationnelle-légale.

Enfin, un message ou un commandement peut s'imposer parce qu'il est investi d'un charme et d'une grâce (charisme) qui rendent proprement irrésistible. C'est l'autorité du prophète ou du héros.

Au niveau des représentations locales, les analyses d'ALMOND et VERBA ont montré que les éléments culturels politiques participent à l'édification d'un consensus social à partir des valeurs communément partagées ou encore définissant les autres politiques à partir des critères normatifs. Ces cultures locales sont dites paroissiales et on peut les distinguer de cultures de sujétion et de participation[54].

Dans ce rapport commandement obéissance, nous nous sommes intéressés à la culture paroissiale et de sujétion. Dans cette culture paroissiale, les membres du système politique sont peu sensibles aux phénomènes nationaux. Ils sont orientés vers un sous-système plus limité (village, clan, ethnie) et ignorent l'Etat-Nation. La perception, selon eux, des rapports entre gouvernés et gouvernants serait dominée par la vision de normes à respecter, de règlements à subir et de bienfaits à espérer.

Les membres de la société sont conscients de l'existence d'un système politique, mais reste restent passifs. Ils attendent des autorités politiques certains services ou craignent certaines exactions. Le système politique lui est extérieur. Ici, nous avons une certaine représentation de « l'Etat-providence » capable de répondre à toutes les questions et à tous les besoins de la population.

Cette culture se rencontre dans l'esprit de la majorité de la population de la commune Mugamba. Pour les exécuter suivant la volonté des leaders politiques. Il y avait absence d'un esprit contestataire politiques au grand jour, même ceux qui le possédaient ne pouvaient pas oser lever le doigt, ils avaient peur des autorités politiques : l'administrateur communal, le chef de zone, le chef de collines,....

[54] P. BRAUD, Op.cit, p.165

II.1.2. La « culture de participation »

Dans cette culture, les citoyens sont conscients de leurs moyens d'action sur le système politique, de leur possibilité d'infléchir le cours des événements politiques en exerçant leur droit de vote, en signant des pétitions ou en organisant une manifestation.

Pour le cas de la Commune Mugamba dont il est question, à l'exception du droit de vote, cette culture restait toujours absente à cause de l'absence des groupes de pressions, comme plusieurs partis politiques, les associations, les syndicats,...

« Conservatrice », la population de la commune Mugamba n'acceptait pas l'avènement du multipartisme comme indicateur de la démocratie au Burundi.

Cela était dû au fait qu'elle avait une « mauvaise » représentation du multipartisme à partir des actions partisanes des années 1960. C'est en 1992 que l'opposition au multipartisme se remarque dans la majorité de la population de la commune Mugamba. Avant, il régnait un silence absolu qui a conduit à l'obéissance civile, caractéristique de la commune.

La participation de la population a toujours été caractérisée par l'exécution de la volonté des dirigeants de peur d'être punie, emprisonnée ou de peur de payer des amendes.

En un mot, nous pouvons dire que la culture en l'occurrence politique se nourrit également d'événements et de contextes d'expériences individuelles et collectives.

II.1.3. Culture et comportements politiques

En voulant étudier les représentations, attitudes et comportements politiques au sein d'une population, nous postulions qu'il y a un comportement unitaire. Mais pour démontrer cette proposition, il nous semble nécessaire d'examiner d'abord les points pouvant provoquer la structuration des préférences politiques comme la famille, l'école.

De nombreuses études ajoutent l'environnement parmi les facteurs du comportement politique.

Les rapports de l'âge et des attitudes politiques posent un double problème, celui de savoir d'une part, s'il existe une série d'attitudes propres à chaque âge et d'autre part si le passage d'un âge à un autre entraîne une mutation des attitudes politiques ou si l'attitude politique d'hier retentit toujours sur celle d'aujourd'hui.

Nous admettons d'ordinaire que la première jeunesse est l'âge des attitudes politiques initiées, des attitudes familiales.

Dans la famille, le père est considéré comme l'autorité légitime. Les parents (mère, père) peuvent donner des informations sur l'actualité politique, dictent le choix et formulent des commentaires sur tel ou tel autre parti.

A l'école, la socialisation politique emprunte une autre voie parfois très officielle, des enseignements d'histoire, d'instruction civique en rapport avec l'histoire du pays, voire des leçons sur le cours des événements.

C'est ce que P. BRAUD expose en ces termes :

> *« Il est clair que le processus d'inculcation est influencé à la fois dans ses contenus et dans son efficacité par les conditions d'émission des messages visibles.*[55] *»*

L'école quant à elle transmet ses savoirs plus élaborés sur l'histoire du groupe, favorisant les prises de conscience autour de l'identité nationale. C'est dans ce cadre que la formation de l'identité politique est présente dans les premiers conditionnements familiaux. Cette formation est de plus en plus manifeste dans la valorisation que connaissent les institutions (Ecole, Eglise,...), dans les messages que les parents transmettent à leurs enfants. Le suivi des valeurs fondamentales (le fait d'aller à l'église, la morale publique, la sensibilité à l'effort normal,...) vont asseoir définitivement les premiers fragments d'une identité politique avant l'heure.

[55] P. BRAUD, op. cit, p.177

La part du culturel dans l'éducation des jeunes enfants au sein de la commune constitue un processus d'assimilation des individus aux groupes sociaux. Le concept de « socialisation politique » engloberait alors toutes les influences émanant d'un groupe ou d'un parti et qui, d'une manière ou d'une autre visent à imprimer une tendance, un schéma ou un moule.

En un mot, nous pouvons dire que la socialisation n'est qu'un déterminant parmi d'autres, ni majeur, ni insignifiant.

SPERBER, dans son ouvrage, « La contagion des idées », montre l'influence des idées dans la population.

> *« Les idées non seulement peuvent se transmettre mais même, en étant transmises à nouveau par ceux qui les reçoivent, elles peuvent de proche en proche se propager. Certaines idées (...) se propagent si bien que sous différentes versions, elles envahissent des populations entières et de façon durable.*[56] ».

Pierre ANSART conforme en disant que :

> *« Aussi, bien, toute société crée un ensemble coordonné de représentations, un imaginaire à travers lequel le groupe à lui-même distribue les idéologies et les rôles, expriment les besoins collectifs et les fins à réaliser, les sociétés modernes, comme les sociétés sans écriture, produisent ces imaginaires sociaux, ces systèmes de représentations à travers lesquels elles symbolisent s'auto désignent, fixent symboliquement leurs normes et leurs valeurs*[57] ».

Il faut noter que c'est l'ensemble de ces imaginaires sociaux qui donnent sens aux idées, des représentations, idéologies, idéologies, mythes et croyances que les individus véhiculent. L'appartenance à un groupe « ethnique » ou politique par exemple constitue le facteur social le plus important. La valorisation de cette appartenance rend les membres du groupe moins perméables aux influences venant de l'extérieur et plus sensibles aux communications qui se réfèrent aux normes du groupe.

---

[56] D. SPERBER. Op.cit, p.8

[57] P. ANSART, Idéologies, conflits et pouvoir, Paris, PUF, p.21

II.1.4. Le « contrôle » mutuel

La notion de contrôle nous vient de la sociologie américaine. En anglais « control » a un sens positif. Il signifie maîtriser.

En Français, le mot « contrôle » à un sens d'abord négatif. Contrôler, c'est surveiller, éventuellement empêcher. C'est ainsi que ce mot « contrôle » contient les deux sens à la fois qui ont engendré la stabilité politique de la commune Mugamba.

Dans toute organisation politique, économique et sociale pour qu'il y ait stabilité, il faut que l'administration ait les outils nécessaires pour la maîtriser. C'est donc l'exercice du contrôle. Aussi, il faut dire qu'il a fallu que la population de la commune de Mugamba se « surveille » mutuellement pour empêcher les effets d'éventuelles idéologies provenant des milieux extérieurs.

Le problème de « contrôle » se pose en termes de conformité et par là en termes de « punition » et de « récompense. »

Selon R. BOUDHON et F. BOURRICAUD, *« le contrôle social est l'ensemble des ressources matérielles et symboliques dont dispose une société pour assurer la conformité du comportement de ses membres à un ensemble des règles et de principes prescrits et sanctionné*[58] *».*

Quant à la sociologie américaine antérieure à 1940, le contrôle social était considéré comme ces modèles culturels appris par l'individu et les mécanismes institutionnels qui récompensent et qui sanctionnent la conformité ou la déviance par rapport à ces modèles[59].

En tenant uniquement aux vues du sens commun, le contrôle mutuel que la commue exerçait sur ces membres se réduirait à un système de sanctions, symboliques, éventuellement physiques, par lequel l'individu sensible, intelligent et prévoyant devrait mettre sa conduite en conformité avec les attentes de ses semblables.

Selon FREUD, c'est l'identification partisane de ces membres à un modèle commun qui assure l'unité symbolique de l'institution comme l'armée.

---

[58] R. BOUDHON et F. BOURRICAUD, Dictionnaire critique de la sociologie, Paris, PUF, 1982, p.180
[59] R. BOUDHON et F. BOURRICAUD, Op.cit, p.120

C'est le contraire de ce que DURKHEIM, entend par « autonomie » qui est *« la capacité de l'individu de se reconnaître lui-même dans ses œuvres et dans ses projets, de coopérer au pilotage de son propre développement, de découvrir en celui-ci une exigence de sa propre réalisation*[60] *»*.

A y regarder de près, nous voyons que cette population évoluait vers une attitude beaucoup plus prudente. Nous avons remarqué que les mots « Hutu » et « Tutsi » étaient restés « tabou » dans le langage quotidien de la population et plus particulièrement le mot « Hutu ». Il y a eu donc une certaine « retenu » dans le langage, dans la conduite, dans le jugement et dans la décision dans la mesure où les mots renvoient à des contextes traumatisants, de mémoires de violences collectives.

L'auto neutralisation se fait à l'aide d'un système de « pièges » qu'il faut éviter d'évoquer, comme les événements sanglants de 1972. Car, comme disait Pierre LENAIN c'est comme si la population découvrait que *« le taux de mortalité des hommes politiques est lié à leurs imprudences, verbales ou non, à leurs erreurs de jugements* [61] *»*.

Selon ce même auteur par prudence, *« on veut des esprits modérés, pondérés et même un peu pesants, qui savent d'instinct jusqu'où on peut aller, qui savent attendre le vent, calculer leur coup, ne pas se lier les mains, on se méfie, en politique de ce qui est improvise, anarchique*[62] *»*.

Nous constatons aussi que la prudence n'a pas seulement des effets positifs, elle a aussi des effets négatifs notamment la peur de décider. Pour essayer de surmonter les clivages de toute nature et développer un grand attachement à la collectivité communale, l'institution des « bashingantahe » s'est mise au jeu en rappelant les « vertus de la modération » conservatrice dont LIJPHART a parlé en termes de capacité à prendre conscience d'une « méchante » fragmentation, la volonté de sauvegarder le système, la capacité à prendre en compte la dangerosité des niveaux clivages et la capacité des groupes sociaux à accepter les compromis ».

---

[60] R. BOUDHON et F. BOURRICAUD, OP.cit, p.120
[61] P. LENAIN. La chose politique. Paris, Edition economica, 1988, p.65
[62] P. LENAIN. Op.cit, p.26

Enfin, le dernier contrôle socio-politique était exercé par le parti UPRONA qui était la force d'identification partisane. Le contrôle de l'UPRONA sur la population de la commune Mugamba s'exerce symboliquement depuis la victoire du Parti UPRONA dans les élections communales et législative de 1961. Il se joue sur l'idéologie de la « mémoire » cultivée par le Parti UPRONA.

D'autre part, le contrôle est exercé par l'administration elle-même confondue avec le Parti qui exigeait aux gens d'être membres de l'ancien parti unique.

La mobilisation de la population tournait également autour de l'idéologie dominante : c'était la construction de l'unité nationale : d'où ceux qui ne participaient pas étaient perçus comme des « ennemis de la paix » c'était aussi le « développement » puisque le parti avait cette fonction de mobilisation pour le développement.

Nous venons de voir que le contrôle est un élément important dans la formation des représentations, attitudes et comportements chez l'individu. L'homme en tant qu'être social, quelle que soit son ethnie, est nécessairement en proie aux sollicitations et suggestions du milieu.

II.2. De la culture politique aux identités

« L'identité n'est pas une pure organisation cognitive, elle émerge et se développe pendant les périodes critiques, où la personne est passionnellement impliquée dans sa relation à cet autre extérieur qui la heurte, la contrainte ou l'attire, et qui est pour elle la source d'ambivalence. Ce conflit est aussi interpersonnel, en relation avec cet autre intérieur, ce « fantôme d'autrui que chacun porte en soi[63] ».

Dans le cas de notre étude, nous pouvons distinguer trois identités importantes, l'identité clanique faisant référence au clan, l'identité régionale dont les liens géographiques entre les individus sont le moteur et l'identité ethnique mobilisant l'appartenance à une ethnie.

[63] Cité in ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS, p.889.

II.2.1. Identité clanique

L'appartenance à un clan s'affirme dans une idéologie de parenté, c'est-à-dire la descendance unilinéaire. En réalité, *« le clan n'est point un groupe de descendance simplement, un dénominateur social commun à des lignages séparés les uns des autres par des barrières de la stratification sociale* [64]*»*.

Dans la construction clanique, les anthropologues de la région des grands lacs nous apprennent qu'à la naissance le jeune enfant, membre d'un lignage est intégré chaleureusement par sa famille. A partir de ce moment, l'enfant grandit en étant intégré dans son clan. Au fur et à mesure que l'enfant se familiarise avec son environnement, il entend parler du nom de son clan et le conserve dans sa mémoire.

L'identité clanique comme d'autres identités (ethnique, régionale, confessionnelle, etc.) pousse un groupe d'individus à se définir et à s'identifier par rapport à d'autres existant sur le même territoire, province ou commune.

En bref, l'identité clanique conduit à se chercher soi-même et à connaître ce qui appartient au même groupe que soi[65].

II.2.2. L'identité régionale

L'identité régionale a comme support la région. Le processus de formation suppose deux éléments : l'acteur et la région. Pour le cas de la commune Mugamba, l'identité régionale a comme acteur une culture conservatrice de l'obéissance c'est-à-dire de la période monarchique à nos jours.

Pour G. HAKIZIMANA, *« l'année 1971 voit le régionalisme atteindre son sommet avec le fameux complot des Banyaruguru c'est-à-dire les batutsi de la province Muramvya, l'ancienne capitale royale.*[66] *»*

---

[64] M. d'HERTEFELT, les clans du Rwanda ancien. Elément d'ethnologie et d'ethnohistoire, Institut national de recherche scientifique, Butare, 1971, p.4

[65] G. HAKIZIMANA. Les logiques identitaires et leurs incidences socio-politiques au Burundi des origines à 1993, mémoires. UB, Bujumbura, 2002, p.10.

[66] G. HAKIZIMANA, op.cit. p.16.

Cette identité est nourrie des ambitions politiques, va dépasser les frontières de Bururi et de Muramvya, deux provinces rivales pour devenir une réalité nationale. Elle fonctionne parallèlement avec l'ethnisme.

II.2.3. L'identité ethnique

Avant toute chose, il est indispensable de souligner que l'ethnie apparaît comme une construction identitaire élaborée par une population donnée et cela en parfaite conduite avec les notions voisines comme celles de races, de clans ou de lignage.

Selon J. L. AMSELLE,

« Les phénomènes ethniques sont liés à certaines phases historiques au cours desquelles les auteurs politiques, les catégories et les classes sociales se trouvent réduits à exprimer leurs ambitions, leur colère ou leur désarroi dans un langage tribal, ethnique ou régionaliste [67]».

Quant à J.P. CHRETIEN,

« Le travail critique suscité par la reconstruction mentale du rapport hutu-tutsi au Rwanda et au Burundi dans le cadre idéologique missionnaire et colonial trouve des échecs dans la mise à jour de l'invention des tribus menées par de nombreux historiens et anthropologues sur d'autres situations africaines [68]».

La construction des identités et des groupes rivaux constitue une ressource fondamentale pour les acteurs politiques en compétition[69].

Dans le dynamisme social, les événements ne se reproduisent pas de la même façon. Cela dépend de l'évolution des groupes. Les attitudes d'un individu un d'un groupe à un moment donné sont fonction des relations dynamiques entre les acteurs mais aussi entre ceux-ci et des situations également dynamiques.

Parmi les éléments de ces situations, il y a les événements qui font que les gens se perçoivent comme amis ou ennemis politiques.

---

[67] Cité par JL. AMSELLE (dir). Au Coeur de l'ethnie, Paris, éd. La Découverte, 1985, p.19
[68] J.P. CHRETIEN, Le défi de l'ethnisme : Rwanda et Burundi, 1990-1996, Paris, Karthala, 1997.
[69] J. NIMUBONA, op.cit. p.72

Pour le cas du Burundi ces clivages sont liés à l'idéologie ethnique accumulée et diffusée dans plusieurs milieux du pays. En ce qui concerne la commune Mugamba, la population avait continué à obéir aux ordres donnés par les dirigeants des différents régimes qui se sont succédé. Peu d'espace a été laissé aux idéologies concurrentes. Mais nous pouvons dire que les mémoires des violences antérieures ont joué. En effet, alors que les événements de 1972 auraient pu catalyser et légitimer l'ethnisme actif, ils ont plutôt travaillé la « retenue » par mesure des conséquences pouvant découler des rapports de force sur le terrain.

C'est dans ce sens qu'il faut comprendre Jean Bosco NDAYISHIMIYE quand il écrit :

« nous sommes très profondément touchés et nous sommes fatigués. Nous sommes sur le point de nous effondrer. Cette guerre a poussé les gens à s'entretuer non par haine mais par peur... Le rescapé se rend compte qu'il n'y a pas totalement échappé puisque le virus de la haine entretenue par la peur persiste encore. Nous attendons la mort puisque nous ne pouvons pas faire autrement [70] *».*

Dans son ouvrage, *« la peur et l'être », Guy DELPIERRE ajoute que la peur « est un événement majeur de la souffrance humaine. Une peur insidieuse et masquée règle souvent les rapports des sociétés comme elle nourrit les tensions du peuple, d'ethnie à l'ethnie, d'individu, etc. et la peur collective se manifeste par la course aux armements, la force de dissuasion, les organismes de sécurité, les gardes de nuit. La peur est aussi un phénomène psychologique à caractère affectif marqué qui accompagne la prise de conscience d'un danger réel ou imaginé, d'une ménage*[71] *».*

Il y a eu donc des moments où des individus et des groupes renforçaient ou retenaient leurs passions en fonction de la façon dont les événements antérieurs semblables ont été vécus.

---

[70] J.B. NDAYISHIMIYE, l'image de l'autre qui me fait peur, mémoire. U.B. 1997, p.70

[71] G. DELPIERRE, la peur et l'être. Nouvelle recherche, Privat, Toulouse, 1974, p.8.

II.3. Division de la population

Dans la détermination des attitudes et des comportements politiques de la population, aucun régime politique ne peut se maintenir dans l'indifférence à l'égard des sentiments des groupes. Les attitudes et les comportements de la population de la commune Mugamba sont déterminés des représentations ethniques inculquées.

II.3.1. Le comportement électoral de 1993

Dans les événements politiques qui ont structuré la mémoire de la population de la commune Mugamba, nous avons principalement retenu les événements de 1993.

Dans notre analyse, deux candidats à la présidence de la République avaient retenu notre attention : le candidat président Pierre BUYOYA soutenu à majorité par les Tutsi et le candidat Melchior NDADAYE soutenu par les Hutu. C'est dans ce cadre de compétition politique que des comportements ethniques vont se manifester.

En analysant bien les élections, nous avons constaté que là où il y avait une grande concentration des hutu, on devait élire Ndadaye et là où il y avait une grande concentration des tutsi, on élisait BUYOYA. Dans la commune Mugamba, Buyoya avait remporté la victoire comme le montre le tableau illustrant les résultats dans la province de Bururi.

Communes	Buyoya	Ndadaye	Sendegeya
1. Mugamba	16637	2851	46
2. Vyanda	5525	3009	80
3. Matana	7503	5382	78
4. Rutovu	8375	5387	116
5. Songa	5417	8128	99
6. Burambi	6418	10685	78
7. Bururi	11034	10973	203
8. Buyengero	3148	11493	60
9. Rumonge	6917	27916	3030

Source : Buzuguri, (A.), op.cit, annexe.

Dans la commune Mugamba, trois éléments majeurs expliquent la victoire de Buyoya sur Ndadaye.

D'abord la commune Mugamba contient une grande concentration des Tutsi et les élections se sont déroulées sous la bannière ethnique.

Ensuite, Buyoya avait remporté la victoire grâce à l'idéologie du parti unique UPRONA qui est encrée depuis longtemps dans les mentalités de la population de Mugamba. Enfin ce fut la difficulté de pénétration du FRODEBU dans cette commune du fait qu'il considérait que sa forte concentration de tutsi constituait un handicap.

II.3.2. Le « marquage » ethnique

La victoire du FRODEBU sur le parti UPRONA constituait pour la population tutsi de Mugamba une victoire de hutu sur les tutsi. C'est donc une mutation politique qui a entraîné un changement dans l'univers mental des « Banyamugamba ».

Aux yeux des Tutsi de Mugamba, le « coup de tonnerre » vient de la victoire du FRODEBU sur l'UPRONA un parti longtemps au pouvoir et dont les leaders n'avaient jamais songé à la victoire d'un autre parti politique. Les Tutsi de Mugamba avaient suivi leurs leaders. Cela était très généralisé comme le confirme Joseph GAHAMA :

« On est tenté de savoir pourquoi Melchior NDADAYE, un inconnu des milieux politiques tant urbains que ruraux (il était réfugié au Rwanda de 1972 à 1983) a pu réaliser une telle performance : ou, en d'autres mots, Pierre BUYOYA méritait-il un tel rejet.[72]*»*

Cela pouvait provoquer sans doute une autre image du pouvoir du parti FRODEBU, ce qui va renforcer une conscience de l'appartenance ethnique des tutsi de cette commune. Au sein de la population de Mugamba, ces rumeurs pouvaient constituer des messages persuasifs canalisant essentiellement des passions ou les désirs préexistants. Ce qui montre bien la fonctionnalité des représentations.

Après la victoire de Ndadaye, des comportements politiques et surtout ethniques cachés auparavant se manifestent à travers certains « Banyamugamba ». Les uns avaient manifesté leurs joies de la victoire du FRODEBU, tandis que d'autres avaient éprouvé un deuil à cause de la perte des élections par le parti UPRONA.

---

[72] Cité J. GAHAMA, in André GUICHAQUA, op.cit, p.82.

Aux yeux de la population de Mugamba, il était très difficile d'avoir les mêmes sentiments du fait que les uns soutenaient le nouveau pouvoir tandis que d'autres ne le soutenaient pas.

De toutes les représentations politiques sur les événements une des plus essentielles est l'image ethnique que les gens de Mugamba ont eu des élections de 1993.

CHAPITRE III. APPLICATION DES REPRESENTATIONS A MUGAMBA

Dans ce chapitre nous allons essayer de montrer les producteurs et diffuseurs des représentations, ce que ces derniers diffusent et les effets des représentations dans la commune Mugamba.

III.1. Les événements ayant structuré la mémoire populaire

Il s'agit des événements de 1961, les violences de 1965, des événements de 1972 et ceux de 1993.

III.1.1. Les événements de 1961

Les événements politiques se subdivisent en deux catégories. La première concerne la victoire du parti UPRONA pendant les élections nationales. La seconde correspond à la mort du Prince Louis RWAGASORE.

En ce qui concerne la mort du Prince Louis RWAGASORE les informateurs que nous avons rencontrés se rappelaient de peu de choses. Nous avons alors posé des questions en rapport avec la victoire du Parti UPRONA. Sur la question du choix des gens ou des partis politiques, BARUHUKE dit :

« Twatoye umugambwe UPRONA kuko waje kugwanya akarenganyo kariho muri ico gihe.[73] *»*

(« Nous avons voté pour l'UPRONA car c'était un parti qui est venu pour lutter contre l'injustice sociale de cette époque »).

Quant à la question de savoir comment il fallait voter, BUNWABUGUFI répondait qu'il y a eu des enseignements sur des symboles représentant tel ou tel parti politique.

Il rappelle qu'on leur disait :

« Kw-isandugu y-umugambwe UPRONA muzohasanga ibigori n'ibitoke. Kw-isandugu y'umugambwe P.D.C muzohasange ikirato n'iconco.[74] *»*

[73] BARUHUKE, 81 ans. Mugendo Ndengo, septembre 2002.
[74] BUNWABUGUFI, 68 ans. Coma. Septembre 2002.

(« Sur l'urne du Parti UPRONA vous trouverez des maïs et des bananes, tandis que sur l'urne du Parti P.D.C. vous trouverez du soulier et de la tabatière »).

Selon le même informateur, le soulier symboliserait que le PDC voulait que nous restions sous la domination des étrangers.

Tous les informateurs que nous avons contactés nous ont confirmé qu'ils ont tous voté pour le Parti UPRONA, toutes ethnies confondues. Ils ont même ajouté que l'UPRONA a gagné grâce à la solidarité entre Hutu et Tutsi qui voulaient lutter contre les injustices sociales qui prévalait à cette époque.

Selon, NDONKEYE :

« Wari umugambwe w'abadasigana.[75]*»*

(« C'était un parti pour les inséparables »).

Selon le même informateur, c'était des inséparables parce qu'ils étaient unis et solidaires dans toute l'œuvre. Ils étaient aussi des inséparables dans la lutte pour l'indépendance afin de se débarrasser des Belges.

III.1.2. Les violences de 1965

Le 15 janvier 1965, le premier Ministre Pierre NGENDANDUMWE est assassiné. La cause de cette mort laisse toujours une zone d'ombre.

Sur les événements de 1965, nous avons eu peu d'informateurs du fait que ces événements n'ont pas affecté la commune de Mugamba. Mais, SENA, le Chef de secteur Nyakigano dit :

« ubwicanyi n'ibi vyago tubona vyatanguye 1965 [76]».

(« Tous les massacres et ces événements sanglants que nous observons ont pour origine en 1965 »).

En octobre 1965, une tentative de coup d'Etat dirigé par des politiciens et des militaires Hutu et suivie de massacre de paysans tutsi par d'autres paysans Hutu à Busangana dans l'actuelle commune de BUKEYE.

---

[75] NDONKEYE, 73 ans, Nyakigano, septembre 2002.
[76] SENA, 69 ans. Chef secteur. Nyakigano, septembre 2002.

Un autre événement et non des moindres est celui de la nuit du 18 au 19 octobre 1965 lorsqu'un groupe d'officiers Hutu de la gendarmerie et de l'armée attaquent la palais royal. Un commando blesse grièvement le Premier Ministre (cousin du Roi), tandis que le Roi Bangiricenge parvient à échapper. La répression du coup d'Etat manqué mettra définitivement fin aux activités des influents Hutu à cette époque.

Cette révolution confrontait le Burundi aux plus graves problèmes de son existence moderne : la mise en cause de la légitimité traditionnelle du Pouvoir, doublée d'une division ethnique que la situation propre au Burundi ne laissait pas nécessairement prévoir.

Selon MBAGABAGA :

« *Twarumvise bavug ngo i Muramvya habaye ubwicanyi, tuca tugira n'ubwoba kuko hari umusore w'iwacu yaciye apfa* ».

(« Nous avons entendu parler qu'il y avait eu des violences à Muramvya ; nous avons eu peu du fait qu'on avait tué un de nos jeunes »).

Le 8 juillet 1966, le jeune fils du Roi, Charles NDIZEYE renversa son père MWAMBUTSA IV sous le nom dynastique de NTARE V. Après quelques mois, le capitaine Michel MICOMBERO, son premier Ministre et Ministre de la défense mit fin à un régime séculaire et devint Président de la République le 28/11/1966.

III.1.3. Evénements de 1966

Il convient donc de souligner l'année 1966 dans notre travail. Il s'agit d'un passage d'un régime monarchique à un régime républicain. C'est un événement assez important pour la population burundaise habituée depuis longtemps aux ordres du mwami, le garant de tout.

Selon nos informateurs toute la population de la commune Mugamba avait connu une peur généralisée. Le problème concernait le changement d'une mentalité déjà ancrée dans les représentations, attitudes et comportements favorables à la monarchie depuis la nuit des temps. Les représentations symboliques que la population de la commune Mugamba avait sur la monarchie ne pouvaient pas rester sans effet.

La chute de la monarchie avait produit de vives réactions au sein de cette population causée par la panique et l'incertitude renforcée par la situation chaotique et l'instabilité politique qui ont caractérisé le début de ce tournant.

Concrètement, « dans la commune de Mugamba la destitution de la monarchie entraîna une contestation de la part de l'autorité communale en la personne de BINYOMA.[77]»

Ce dernier était un ancien sous-chef, arrière-petit-fils de BUSUMANO, ce qui montre que c'était un intérêt pour lui de contester et même de lutter contre le nouveau régime qui supprime la monarchie.

Au sein de la population de la commune de Mugamba, l'avènement du régime républicain a eu des effets sur les représentations, attitudes et comportements à cause de la peur de ce nouveau régime.

Nous pouvons illustrer cela grâce à deux informateurs BARANGABANA et NTASEHERA :

« Ntitwanezerewe n'iyo ntwaro nshansha, wamenga isi irubamye. Kandi rero uko zivugijwe niko zitambwa [78]».

(« Nous n'avons pas été content de ce nouveau régime, du fait qu'on croyait que le monde se renversait. Mais, comme on dit on danse selon les battements des tambours. On doit obéir aux ordres de l'autorité »).

Cela signifie qu'ils étaient prêts à accepter tout régime politique malgré la contrainte qui s'imposait.

Quant à MUGUNGA, il dit :

« Hari itarike 28 munyonyo 1966, twaguye mugahundwe twumviseko umwami yakuwe kuko atavyo twari bwumve[79] ».

« c'était le 28 novembre 1966, nous étions consternés quand nous avions appris que le roi a été renversé. Nous n'avons jamais entendu cela »).

---

[77] S. NTAKIYIRUTA. Monographie historique de la commune Mugamba (1960-1990), Mémoire, UB, FLSH, Bujumbura, 1992, p.14.
[78] BARANGABANA, 80 ans. Nyamugari, septembre 2002. NTASEHERA, 87 ans, Ruhinga, Septembre 2002.
[79] MUGUNGA, 59 ans. Mugendo Ndengo, juin 2003

Le régime monarchique avait été tellement encré dans la mentalité de tous les Burundais, en général, et des « Banyamugamba » en particulier qu'il était difficile de saluer facilement le régime républicain.

Le même informateur nous a dit qu'un incident s'est produit au Chef-lieu de la Commune Mugamba, quand les envoyés de la République venaient de la population « Gira amahoro », un homme du nom de Rurimba contesta cette salutation en disant :

« Mbega abo ntibagira babe nka MACONCO na KANUGUNU, Gira Ntare, hanyuma duca dukoma amashi rimwe twese [80]*».*

(« Ces gens-là sont semblables à Maconco et Kanagunu. Que Ntare règne, puis nous avons acclamé tous ensemble ».

Suite à cet incident, les gens lui étaient venus pour expliquer le bien-fondé de l'instauration d'un nouveau régime républicain avaient décidé de prendre l'homme accusé de rébellion pour aller l'emprisonner à Gitega. En cours de route, on devait le monter à toute la population que c'était un homme défenseur de la monarchie.

Dans la prison de Gitega, on lui avait posé la question pourquoi il continue à persister à défendre le régime monarchique. Il avait répondu :

« sinaribwabone umwami yakwa igihugu[81] *».*

(« Je n'avais jamais vu qu'on pouvait arracher au roi son pays »).

Dans la tradition burundaise, le roi était le garant de tout. Et on disait que rien ne pouvait aller sans la volonté du roi. Ce dernier avait toute la puissance sur son pays. Il avait le droit de vie et de mort sur ses sujets. C'était le patron de toutes les terres et de tout le pays.

Subitement les choses changeaient. Au lieu de saluer les gens « Gira Ntare » ou « Gira Umwami », on allait dire « Gira amahoro ». Dans un premier temps, les gens refusèrent de répondre parce qu'ils ne comprenaient pas ce qui venait de se passer.

[80] MUGUNGA, 59 ans. Mugendo Ndengo, juin 2003
[81] MUGUNGA, op.cit

Quant à la question de savoir qui étaient les partisans de ce nouveau régime, MBAGABAGA répond :

« Abize ni bo bari bashigikiye MICOMBERO, nayo abandi twari dushigikiye umwami[82] *».*

(« C'était des intellectuels qui soutenaient MICOMBERO quant à nous, nous étions pour le Roi »).

III.1.4. Les événements de 1972-1973

Ces événements ont porté les divisions ethniques dans tout le Burundi en général et dans la commune Mugamba en particulier. Ils sont donc parmi les événements les plus importants ayant structuré la mémoire collective de la population.

En avril 1972, des massacres de tutsi sont perpétrés par la classe politique et des officiers hutus. En guise de représailles, des milliers de hutus sont massacrés par le pouvoir.

Nous avons remarqué à travers nos enquêtes que ces événements sanglants de 1972 ont affecté aussi les hutu de la commune de Mugamba à cause de la peur et des informations venues de Burambi Rumonge et Bugarama.

Selon RUBEYA :

« Muri aya ma komine yose harabaye inyigisho zo kwica abatutsi kuko ico gihe niyo nari ndandaza amagi [83] *».*

(« Dans toutes ces communes, il y avait des enseignements idéologiques pour tuer les Tutsi. A ce moment, j'étais là et je vendais des œufs »).

Un autre informateur qui était à Burambi nous dit ceci :

« Nari i Burambi, niho numviye izo nyigisho zo kwica abatutsi. Hari kuwa gatandatu itariki 27/04/1972, niho inzu s'abatutsi twabonye ziriko zirasha»[84]

---

[82] MBAGABAGA, op.cit.
[83] RUBEYA, 50 ans. Mugendo Ruko, septembre 2002.
[84] KAYOYA, 45 ans, Migendo Ndengo, septembre 2002

("J'étais à Burambi, c'était là où j'avais entendu des enseignements incitant au massacre des Tutsi. Samedi le 29 avril 1972, nous avons vu des maisons de Tutsi entrain de brûler »).

Quant à NZISABIRA, il dit :

« Naburiwe n'umugore aho nari natse indaro ambarira yuko izo nzoga n'izo nyama bazirya bahejeje kunyica [85] *».*

(« J'ai reçu le secret d'une femme de la maison où on m'avait donné l'asile en disant que la bière de sorgho que je vois ainsi que la viande seront consommés après ma mort »).

Tous ces informateurs affirment que ce sont les Hutu qui ont provoqué les tutsi. Dans la commune de Mugamba, le feu a pris après que les rescapés aient rencontré ce qui se passait à Burambi, Kabezi, Rumonge et Bugarama. Ce sont ces mêmes informateurs que nous avons approchés pour savoir l'image qu'ils ont de l'autre ethnie (Hutu). Ils nous ont conformé qu'ils ont peur de l'autre ethnie. Ils nous ont confirmé que les Tutsi n'avaient jamais l'intention de tuer les Hutu et qu'à maintes reprises, ils ont toujours cherché à se venger contre leurs ennemis (Hutu).

La mémoire populaire de la commune de Mugamba a retenu les événements de 1972 comme des événements sanglants, des événements à leur paroxysme. Les informateurs sur ces événements acceptaient qu'il y a eu des massacres dans cette commune et qu'on avait tué des gens sur qui pesaient les « soupçons ».

A ce propos, Edgar MORIN dit :

« L'étude de la virulence événementielle ne peut être séparée des processus de communication des événements et des caractères symboliques, voire mythologiques qu'ils acquièrent dès qu'ils entrent dans la communication suicide[86] ».

Dans cette phrase, nous remarquons que toute personne privilégie les groupes d'appartenance les plus proches au détriment des solidarités plus lointaines et plus diffuse.

---

[85] NZISABIRA, 50 ans, Mugendo Ndengo, septembre 2002.
[86] E. MORIN, op.cit, p.240

Or, dit Alfred GROSSIER :

« Mon identité me semble être la somme de mes appartenances, plus je l'espère en quelque chose qui le synthétise et les domine. Chaque appartenance, chaque identification m'appelle à m'interroger sans cesse doublement à partir de la notion de représentation[87] ».

Cela signifie que l'individu entretient avec son identité une représentation changeante. Ce qui montre que la recherche de son appartenance est une permanente évolution de l'état de ses croyances, de ses perceptions, dès ses projections dans et avec les groupes et la société auxquelles il appartient.

La commune de Mugamba a connu ces événements et beaucoup de Hutu ont été tués en 1972.

Selon le Chef de zone Nyagasasa :

« Abahutu bishwe kwari ugusa n'ukubiba[88] »

(« Tous les hutu qui ont été tués, c'était comme si on les volait »).

Du fait qu'on les tuait pendant la nuit en les appelants sans même dire où on les menait. Selon le même chef, on avait tué les gens dont on avait peur. On ne tuait pas les femmes et les enfants.

Après les événements sanglants de 1972, les Hutu restant survivants ont eu peur de se venger du fait qu'ils étaient minoritaires et de peur d'être exterminés tous.

Selon BARUHUKE :

«Abahutu batekereje kubera bari babanye neza n'abandi[89] ».

("Les Hutu sont restés tranquilles parce qu'ils vivaient en parfaite communion avec les tutsi). Ce propos est aussi prouvé par BARANGABANA :

(« Abahutu n'abatutsi twabanye neza kuko jewe ari NKARIZA yanyegeje[90] ».

---

[87] A. GROSSER, les identities difficiles, Paris, PFNSP, 1996, p.14.
[88] MUYUKU, 42 ans. Nyagasasa, septembre 2002.
[89] BARUHUKE, op.cit
[90] BARANGABANA, op.cit.

« Les Bahutu et les Batutsi avaient de bonnes relations du fait que j'ai eu refuge chez NKARIZA »).

Ce même informateur continue à confirmer que beaucoup de Hutu avaient trouvé refuge dans certaines familles tutsi pouvant les protéger ainsi que leurs bien matériels surtout des vaches.

H. MENDRAS situe cela dans l'ordre social normal quand il affirme :

« Toute société comporte de groupes différents entrant à un moment ou à un autre en conflit et l'idée qu'une société serait une « harmonie sans tension n'est évidemment qu'un rôle dont il faut se défaire[91] ».

Les événements de 1972 résultent d'un ensemble de mécontentements et de contradictions qui s'étaient accumulés dès le lendemain de l'indépendance du pays. Dans la mémoire collective des « Banyamugamba », nous avons pu recueillir mots pouvant signifier les événements de 1972, comme « ikiza » (fléau) et « abamenja » (rebelles).

Selon BARANGABANA,

« Irindwi na kabiri habaye ikiza[92]».

"En 1972 c'était un fléau".

III.1.5. Les événements de 1988

En Août 1988, de nouveaux massacres de tutsi sont perpétrés par des hutu dans les communes de NTEGA et MARANGARA. Le PALIPEHUTU les revendique. Après ces événements, le Président Pierre BUYOYA instaure la politique de réconciliation nationale aboutissant à la promulgation d'une charte de l'unité nationale adoptée par référendum le 5 février 1991.

Quelles sont donc les représentations de ces événements de NTEGA et MARANGARA à Mugamba ?

---

[91] Henri MENDRAS, op.cit, p.215.
[92] BARANGABANA, op.cit

« Ivyago vyabaye ! Ntega na Marangaga vyaruduteye ubwobo uno mu Mugamba kuko vyamwibukije ivyago vyo muri 1972 [93]*».*

(« Les événements de Ntega et Marangara nous ont fait peur ici dans la commune de Mugamba parce qu'ils nous ont rappelé les événements sanglants de 1972 »).

Dans toute la commune Mugamba, toutes les ethnies confondues ont eu peur de ces événements. Les Hutu ont eu peur en se souvenant des événements de 1972 et les tutsi avaient la peur en imaginant que c'était une guerre de revanche contre celle de 1972.

Quant à BARUHUKE, ce qui s'est passé à Ntaga et Marangara venait de montrer que la virulence de la violence ethnique était conservée. Il le souligne en ces termes :

« Ivyo vyatweretse yuko akarwara k'amacakubiri ataho karoye[94] *».*

(« Cela nous a montré que la maladie de la haine ethnique était toujours »).

Sur ce, il a perdu l'espoir que la paix va revenir au moins un jour il dit :

« ako n'akarwara katazokira [95]*».*

(« Ceci est une maladie de la haine ethnique qui ne guérira jamais »).

Il dit qu'il pensait comme la plupart des « Tutsi » qui avaient cru que les violences ethniques étaient finies avec les événements de 1972. Ces événements de 1988 devaient donc réveiller certains esprits qui étaient endormis pendant un certain nombre d'années.

En ce qui concerne la population de la commune Mugamba, personne n'osait porter la main sur l'autre après avoir entendu à la radio ces événements de Ntega et Marangara. Les Hutu et les Tutsi avaient continué à faire leurs activités quotidiennes comme ils faisaient auparavant.

---

[93] BUNWABUGUFI, op.cit
[94] BARUHUKE, op.cit.
[95] Idem

III.1.6. Les événements de 1993

L'année 1993 a été caractérisée par deux événements majeurs. Il y a eu d'abord la victoire du Président Melchior NDADAYE sur ses deux concurrents BUYOYA et SENDEGEYA, suivi de la victoire aux législatives du Parti SAHWANYA FRODEBU sur tous les autres partis politiques.

Ensuite, il y a eu l'assassinat du chef de l'Etat par des militaires, suivi aussitôt de massacres des tutsi si des hutus adeptes de l'UPRONA.

Les tutsi de la commune Mugamba avaient farouchement soutenu le candidat de l'UPRONA, le major Pierre BUYOYA. Les élections se déroulant sous une bannière ethnique, les tutsi avaient une mauvaise représentation du candidat du parti Sahwanya FRODEBU, Melchior NDADAYE.

Cela se traduisait par des slogans et chansons populaires scandés à travers tout le pays lors de la campagne électorale :

« Baraguhenze kinyamwanira ».

(« On vous a trompé l'oiseau rapace »),

Lançaient les tutsi à l'encontre de M. NDADAYE, puis

« prezida BUYOYA tuzogutora »

« prezida BUYOYA ramba »

« prezida BUYOYA Ramba ».

(« Prezida BUYOYA nous allons l'élire,

Vive Président BUYOYA,

Vive Président BUYOYA »).

a l'endroit du candidat de l'UPRONA.

Durant cette période, le Tutsi avait essayé de montrer leur ferme détermination en faveur du parti UPRONA. Les autres membres des partis politiques surtout le FRODEBU étaient tellement intimidés par les « upronistes » majoritaires. La population Tutsi de la commune Mugamba avait été contre le pluralisme politique.

Selon SABUREGEYA.

« Banka imigambwe myinshi kuko ata ciza yavuyemwo atari ivyago bikomeye muri 1961[96] *».*

(« Ils n'aiment pas le multipartisme car ce dernier n'avait pas produit de bien si ce n'est que des violences de 1961 »).

Quant à la question de savoir pourquoi les « Banyamugamba » ne se sont pas entretués pas comme cela se faisait remarquer ailleurs dans d'autres communes du pays, nos informateurs avancent la raison que c'est parce qu'il n'y avait pas eu des idéologies de génocide enseignées par les autorités administratives dans cette commune. Presque partout, les paysans avaient obéi aux ordres donnés par les autorités.

Selon SINDAYIGAYA, les autorités administratives avaient prodigué des conseils à la population de veiller ensemble toutes ethnies confondues.

En analysant les attitudes et les comportements politiques de la population de la commune Mugamba face aux événements de 1993, nous avons remarqué que les Tutsi avaient intimidé les autres membres des formations politiques surtout les Hutu. C'est dans ce sens qu'on peut comprendre le fait que le comportement électoral ait changé entre les présidentielles et les législatives.

[96] SABUREGEYA, op.cit

Tableau n°2 : Les élections législatives du 29 juin 1993 dans la province de Bururi

Parti / Commune	UPRONA	FRODEBU	PRP	RADDES	RPB	PP
Burambi	4477	11657	94	26	-	86
Bururi	8184	11777	207	162	-	553
Buyengero	2034	11697	54	48	-	59
Matana	5058	6312	299	139	-	67
Mugamba	14176	4424	159	71	-	84
Rumonge	4851	27253	336	103	-	160
Rutovu	5006	6956	259	72	-	93
Songa	3689	8779	103	71	-	85
Vyanda	3887	3544	114	67	-	-
Total	51936	92399	1621	759	-	1132

Source : A. BUZUGURI, op.cit, annexe 5.

Lors des élections présidentielles, Buyoya avait obtenu 16637 voix contre 2851 à Ndadaye et 46 à Sendegeye. Par contre aux élections législatives l'UPRONA avait eu 14176 voix, soit une diminution de 2461 voix, tandis que le FRODEBU en avait eu 4424, soit une augmentation de 1673 voix. Le PRP n'avait eu que 159, soit une augmentation de 113 voix.

Ce constat montre que pendant les premières élections qui étaient présidentielles, des gens avaient voté contre leur conviction intérieure. Nous remarquons donc qu'il y a un bon groupe des membres du FRODEBU qui sont sortis de leur mutisme pour voter le FRODEBU pendant les élections législatives du fait qu'ils ne savaient pas auparavant que le FRODEBU allait remporter la victoire.

Aussi, il y a eu des membres, après avoir entendu la victoire du FRODEBU sur l'UPRONA avaient déchiré leurs bulletins de vote. Cela se comprend qu'ils n'ont pas pu participer aux législatives et l'UPRONA avait perdu aussi ses voix dans ce cadre.

III.2. Les producteurs et vecteurs des représentations

Inventorier tous les producteurs et diffuseurs des représentations des événements politiques de la commune Mugamba serait trop ambitieux. Nous allons tout simplement nous intéresser aux vecteurs de représentation que nous jugerons les plus déterminants par rapport aux autres comme la peur, les partis politiques, la rumeur et les discours politiques.

III.2.1. La peur

La peur humaine est motivée par beaucoup de facteurs. Les scènes de violence rencontrées quotidiennement dans la rue, les images macabres montées à la télévision, les horreurs décrits à la radio, les rumeurs d'extermination, voilà biens des phénomènes qui sont à l'origine des différentes représentations politiques.

Chaque fois nous avons entendu dire :

« Bagomba kutumara twese »

(« Ils veulent nous exterminer tous ») ; telles sont des idées entendues chez les tutsi et les hutu de la commune Mugamba. Cela pour dire que :

« Les idées non seulement peuvent se transmettre, mais même en étant transmises à nouveau par ceux qui les reçoivent, elles peuvent de proche en proche se propager. Certaines idées (...) se propagent si bien que sous différentes versions, elles envahissent des populations entières et de façon durable[97] ».

Dans la commune Mugamba qui nous intéresse, il n'y a pas eu de grandes violences comme partout dans le pays. Cela a été dû à l'entente parfaite entre les composantes ethnique de la Commune Mugamba. Les informateurs que nous avons rencontrés lors de nos enquêtes nous ont confirmé que la population de la commune Mugamba n'a pas connu de violences dans ces récentes crises. Sindayigaya nous a confirmé que la population de la commune Mugamba, toutes ethnies confondues, sont en bons termes avec le pouvoir.

« Naho bagize ubwoba, abanyamugamba barumvirije impanuro z'abategetsi[98] ».

(« Même s'il y a eu de la peur, les « Banyamugamba » avaient bien accepté les conseils prodigués par les autorités politiques »).

Tous les jours nous entendons des pertes de vies humaines ou seules la haine et la violence justifient cette barbarie humaine.

---

[97] D. SPERBER, op.cit, p.8

[98] SINDAYIGAYA, 45 ans. Muramba, juin 2002.

Selon ces informateurs à Mugamba, il fut un moment très difficile où chaque personne voyait en l'autre ethnie le mal et presque exclusivement le mal parce qu'elle n'est pas de son ethnie et surtout de son parti.

En un mot, la peur de l'autre à Mugamba a paradoxalement été un élément de stabilité politique tandis qu'ailleurs la peur de l'autre a provoqué la haine et la violence.

III.2.2. Les partis politiques

Nous avons remarqué au cours de nos enquêtes qu'une concurrence qui existait entre l'ancien parti unique UPRONA et le nouveau parti FRODEBU dans le processus de légitimation du pouvoir et d'encadrement de la population de cette commune.

Aux yeux de beaucoup d'habitants de Mubamba on ne voyait pas l'importance du multipartisme au Burundi du fait qu'ils avaient une fausse représentation sur plusieurs partis politiques en se souvenant de ce qui s'était passé au cours des années 60.

BUNWABUGUFI dit :

« *Abakera ntibikunda imigambwe myinshi kuko yatuzaniye ivyago vyinshi*[99] ».

(« Les anciens n'aiment pas le multipartisme car c'est de ce dernier que sont venus tous les malheurs »).

Le rôle de la participation active de la population dans le partie UPRONA était un moyen efficace de persuader quelqu'un qui ne comprenait pas l'idéologie du parti UPRONA. Celui qui n'était même pas membre était considéré comme un « déviant », un « mumenja ».

III.2.3. La rumeur

Les rumeurs sont des récits non vérifiés des événements et qui circulent oralement dans un groupe selon un circuit qi coïncide avec la structure des relations affectives dans ce groupe.

---

[99] BUNWABUGUFI, op.cit.

La rumeur ne peut pas se développer sans un état endémique d'inquiétude ; lorsqu'il y a d'une manière ou d'une autre, menace ou danger pour l'existence de la population concernée.

Selon les informateurs que nous avons approchés, chaque fois, on entendait des rumeurs qui disaient :

« Abahutu bagomba kutumara canke abatusti bagomba badusubire »

(« les hutu veulent nous exterminer ou les tutsi veulent encore nous exterminer »).

Cela montre que c'étaient des rumeurs du fait qu'on ne pouvait pas détecter d'où était venu cette information. L'absence de beaucoup de rumeurs du genre dans la commune de Mugamba a favorisé la stabilité politique pendant tous les grands événements politiques excepté ceux de 1972.

L'absence totale d'information concernant un événement politique favorise le développement des rumeurs.

A travers les rumeurs, les gens reçoivent des informations plus ou moins erronées au sujet d'un conflit social. La manière dont la rumeur est travaillée diffère selon les modes de penser propres au milieu d'appartenance ou à l'environnement local, et surtout selon les enjeux propres à chaque groupe ethnique.

Les rumeurs peuvent changer les représentations d'un événement politique quelconque. Elles contiennent parfois des messages persuasifs canalisant essentiellement des passions, des émotions, des sentiments et des désirs préexistants.

Qui dit rumeur dit aussi peur. La rumeur est un élément fondamental qui véhicule la peur. Cette dernière est motivée par beaucoup de facteurs au cours de ces grands événements politiques dans la commune de Mugamba.

« Ndadaye yavuze ko azohera mu Mugamba »

(« Ndadaye a dit qu'il commencera par la commune Mugamba »).

La plupart des Tutsi de Mugamba n'aiment pas Ndadaye. En entendant cette rumeur, ils avaient eu peur parce qu'ils pensaient que c'était une réalité.

Les violences ou les horreurs décrites à la radio, les rumeurs d'extermination, la peur de l'autre qui n'est pas de son appartenance ethnique sont autant de facteurs qui ont favorisé la peur.

En ce qui concerne la commune Mugamba, les rumeurs entendues n'ont pas eu une grande force pour provoquer des violences interethniques. L'environnement n'a pas permis la pénétration des rumeurs sur certains événements d'actualité. L'unité sociale a permis de vaincre les sentiments et les émotions conduisant à la peur.

Pourquoi les rumeurs n'ont pas conduit à la violence dans cette commune ?

Les informateurs ont répondu en affirmant qu'au sein de cette population il y avait une solidarité positive.

Selon BARAKURIRIZA

« abahutu n'abatutsi twagwanirije hamwe umwansi [100]*».*

(« Hutu et tutsi ensemble, nous avons lutté contre l'ennemi »).

Pendant ces grands moments des rumeurs, les hutu et les tutsi veillent ensemble et faisaient le tour de rôle.

III.2.4. Les messages politiques

Au cours de nos enquêtes, nous n'avons trouvé aucune trace d'un discours écrit, prononcé au cours de ces événements politiques. Néanmoins, nous avons approché Pierre NDUWAMUNGU qui a enseigné une chanson à partir du discours de Jean Baptiste BAGAZA en 1986.

« Colonel BAGAZA yarabivuze, twijukire umwimbu tureke kuyerera mu gisagara, tuzoba dufashije umugambwe UPRONA ».

(« Colonel BAGAZA a dit qu'il faut s'adonner à la production et laisser le vagabondage dans la ville, nous aurons aidé le parti UPRONA »).

[100] BARAKURIRIZA, 80 ans, Ruhinga, septembre 2002.

Selon Salvator NTAKIYIRUTA.

« C'est donc sous l'avènement de la deuxième république que l'administrateur Charles HAJAYADI entreprend un programme de visite des populations sur leurs collines en vue de discuter de tous les problèmes relatifs au développement communal en vue d'expliquer les objectifs de la deuxième république[101] ».

A travers cette citation, il faut comprendre que l'administrateur Charles HAJAYANDI avait inculqué à la population une « culture de participation » à l'effort du développement collectif. C'est donc au travers de différents discours politiques que les dirigeants doivent proposer aux citoyens une image de la société idéale à laquelle ils aspirent.

Sous la deuxième république les mots hutu et tutsi étaient devenus tabous. On ne pouvait pas entendre des gens parler ces mots ouvertement. C'est sous la troisième république qu'on a commencé à parler haut et fort des identités ethniques. Mais surtout pendant les élections présidentielles et législatives qu'on entendait des mots très évocateurs.

« Abahutu mugomba kwikikira »

(« Les hutu, vous voulez votre indépendance »).

C'était pendant la propagande des élections présidentielles de 1993. C'était aussi une manière d'empêcher certains hutu qui voulaient entrer dans le nouveau parti FRODEBU.

Pendant cette première période, on pouvait constater que le discours utilise l'humour et le symbolisme comme stratégie de la non-violence.

A travers nos enquêtes, nous avons constaté que les messages politiques ont un rôle important au sein des imaginaires populaires. Ils jouent aussi sur les représentations, attitudes et comportements de la population de Mugamba.

Dans cette commune, il y a eu des discours communs tendant à rétablir les communications dynamiques entre les dominants et les dominés, à rendre présents et attachant les dirigeants, à intégrer les uns et les autres.

[101] NDUWAMUGU, op.cit

La plupart de ces messages politiques passent par des médias comme la radio. Dans la commune Mugamba, la population écoute les informations en langue nationale ainsi que des communiqués sur ce qui se passe dans tout le pays.

C'est ce que A. LANCELT et P. PERRINEAU dans les « Comportements politiques » affirment dans le rôle de la communication.

« Les mass-média, aux mains d'un groupe dominant, sont un instrument d'une efficacité encore jusqu'ici inconnue, pour imposer un système de valeurs, un système de représentations, toute une idéologie à l'ensemble d'une population. Le risque le plus grave est que les hommes de cette population acceptent et se laissent guider pour pouvoir donner un sens aux choses et aux événements ; mais ce sens leur est étranger : c'est à proprement parler une aliénation du sens[102] ».

III.3. Les effets des représentations à Mugamba

Nous avons donc pu identifier quatre sortes d'attitude différentes.

III.3.1. Attitudes individuelles

Il s'agit des attitudes d'une personne envers un ou plusieurs objets (personne ou chose). On parle le plus souvent d'attitude envers soi-même lorsque le moi est considéré comme objet.

Dans ce contexte Jean MEYNAUD et Alain LANCELOT dans « les attitudes politiques » conçoivent la notion d'attitude comme « une disposition mentale et nerveuse organisée par l'expérience et qui exerce une influence directrice ou dynamique sur les réaction de l'individu envers tous et les situations qui s'y rapportent[103] ».

Nous remarquons que ces auteurs tiennent compte de l'expérience et de l'influence dans la formation les attitudes de l'individu à l'image de tous ces grands événements politiques.

---

[102] A. LANCELOT et P. PERRINEAU, op.cit, p.32

[103] Jean MEYNAUD et Alain LANCELOT. Les attitudes politiques. Que sais-je ? P.U.F. 1960, p.15

Ces attitudes individuelles sont des attitudes communes à plusieurs individus. C'est pour cela que dans la formation de l'identité, l'individu commence à apprendre dès son enfance.

III.3.2. Attitudes collectives

Ce sont des attitudes partagées avec les membres d'un groupe, en face d'un problème collectif, d'une situation ou d'un événement politique naissant des interactions individu-groupe. Ce terme peut également s'appliquer à l'attitude d'un groupe vis-à-vis d'un autre.

Dans ce genre d'attitudes, Roger MUCCHIELLI parle de « l'intoxication psychique consistant à l'implantation d'opinion dans un groupe, jusqu'à aboutir à une systématisation de la croyance rendant impossible le fonctionnement normal de la réflexion de l'esprit critique, du bon sens et de la conscience des faits[104] ».

C'est le cas par exemple des attitudes qui ont été remarquées lors de la propagande des partis pendant les élections présidentielle et législative.

Dans le cas qui nous concerne, les attitudes collectives étaient largement orientées en faveur du parti unique UPRONA.

Dans l'imaginaire populaire nous avons pu constater que beaucoup de gens pensaient et savaient que les « Upronistes » parlaient pour les Tutsi et les « Frodebistes » pour les Hutu. Ce sont donc des attitudes d'un groupe en tant que tel.

III.3.3. Attitudes sociales

Il s'agit d'une part, d'une attitude qu'une personne prend à l'égard des réalités sociales et culturelles. C'est pour cela qu'on peut dire qu'il s'agit d'une sorte d'identification psychologique qui, plus tard évolue vers une identification politique à un parti politique ou une ethnie.

---

[104] Roger MUCHIELLI, Opinion et changement d'opinion. Librairie technique, 4ème édition. E.S.F. 1988. P.84

Cette identification se conçoit comme « un mécanisme psychologique par lequel un individu cherche involontairement à se rendre à se rendre identique à un autre qui est, pour lui, un idéal du mot, un modèle, une référence[105] ».

Nous trouvons donc l'adoption des représentations, attitudes et comportements formant des valeurs du modèle, de l'imitation, de la soumission.

D'autre part, il s'agit des attitudes que prennent les gens dans des situations de problèmes sociaux et culturels.

Ces attitudes sociales peuvent conduire les gens à obéir ou désobéir à des normes et valeurs dictées par la société. C'est par exemple d'abord dans la réalité sociale et culturelle qu'il y a eu la révolution américaine et française.

III.3.4. Attitudes politiques

Ce sont des attitudes par rapport à des situations ou objets politiques qui sont des situations ou objets sociaux considérées sous l'angle du pouvoir, gouvernement et survie de la société.

Dans la plupart des cas, les caractéristiques des attitudes politiques sont pour ou contre l'ordre établi, l'égalité politique. Elles sont aussi le plus souvent hostiles ou favorables.

Pour le cas de notre étude les Hutu ont cherché à s'identifier à d'autres Hutu qui voulaient la « révolution » et les Tutsi aussi s'identifiaient aux autres Tutsi. Peu à peu s'est construit des identifications ethnopartisanes.

Dans la commune Mugamba, l'attitude de la majorité de la population était d'obéir à l'idéologie du parti unique UPRONA qui exerçait une grande influence sur toute la population.

Dans la formation des attitudes et comportements politiques, nous avons constaté qu'au sein de la population de la commune, les attitudes politiques associaient la soumission et la participation.

---

[105] Roger MUCHIELLI, Psychologie de la relation d'autorité. Connaissance du problème. Paris, Edition E.S.F.

Nous pouvons déduire que les attitudes individuelles, collectives, sociales et politiques dépendent du temps, de l'espace et du milieu auquel les humains appartiennent.

Dans le cas des votes qui se sont déroulés dans la commune, la socialisation politique a joué en faveur du parti unique UPRONA. Ce mécanisme de socialisation politique a développé un sentiment affectif et diffus envers le parti unique UPRONA. C'est pour cela que dans cette commune, une partie de sentiments et d'attitudes partagés est à noter. Il a aussi une coexistence des « systèmes de normes et de valeurs » à tel ou tel autre groupe ethnique.

Durant toutes les fois que le Burundi a connu des situations de troubles ou événements politiques, il y a eu dans toute la commune une obéissance au pouvoir en place. Les représentations voulues par le pouvoir s'étaient imposées à travers toute la commune. Nous avons remarqué que la population de la commune avait adhéré massivement à l'idéologie du parti UPRONA.

Pour expliquer ces attitudes et comportements politiques nous avons pu retenir trois facteurs importants.

Il y a d'abord le poids des expériences qui est un élément important dans la formation des attitudes et des comportements. C'est donc l'expérience dont le sujet a par rapport à l'autorité dans ses relations réciproques.

Il y a ensuite le contexte social qui est un élément important dans la formation des attitudes et des comportements politiques chez l'individu. Ce dernier ne saurait être isolé dans l'abstraction. L'homme, être social, est nécessairement en proie aux sollicitations, suggestions et injonctions du milieu.

Il y a enfin la dynamique sociale. Les événements politiques ne se reproduisent jamais de la même façon et les groupes évoluent également, les attitudes des Hutu ou des Tutsi à un moment donné sont fonction de leurs relations dynamiques avec les divers aspects d'une situation également dynamique.

Les attitudes de solidarité ou d'hostilité à l'égard des groupes qu'il rencontre amis et ennemis politiques du sujet changent au gré des circonstances.

Ces modifications tenant elles-mêmes à la trame des événements et aux réactions collectives à ces événements, il est difficile de faire la part de la situation et de l'interprétation dans leur déroulement.

Dans la commune Mugamba, nous avons constaté que la population obéissait volontiers aux ordres donnés par les autorités de la commune.

CONCLUSION GENERALE

En définitive, nous pouvons dire que notre travail était de relativiser les crises politiques burundaises. Ainsi, on a assisté à une « obéissance » généralisée et permanente et on peut en dégager les causes.

Il y a d'abord « la culture d'obéissance » qui puisait dans la « culture traditionnelle » et la « culture de cour ».

La commune n'avait pas d'antécédent de révoltes ou de manipulations contre n'importe quel régime du fait que la population avait dans ses représentations le sens de l'obéissance au pouvoir. Les attitudes et les comportements de la population étaient fondés sur cette tradition d'obéissance ; une culture politique nourrie de mythes et de croyances politiques.

A ce sujet, Jean BAECHLER montre que :

> *« la mythologie, la religion, l'ethnie et les mœurs rivalisent pour inciter les hommes : à obéir en soumettant aux autorités et à la loi nécessaire*[106] *».*

BAECHLER continue en montrant que l'idéologie intervient lorsqu'il est question de fonder la légitimité de l'obéissance. L'idéologie de l'obéissance est le complément de celle du pouvoir. Le fait qu'une population reste conservatrice est un signe de formes courantes de l'idéologie de l'obéissance civile.

Il y a ensuite le rôle joué par les notables locaux ou les « bashingantahe ». Ces derniers ont joué un rôle important dans l'image mentale et dans la représentation sociale au niveau de la commune de Mugamba.

Ainsi, l'incarnation des « valeurs traditionnelles développe une culture d'obéissance en particulier lorsque les aînés réussissent à dompter les cadets. Il y a enfin la configuration socio-politique locale. En effet si on analyse les événements politiques qui se sont succédé dans le pays, nous pouvons dire réellement que ces derniers n'ont pas affecté le Burundi de la même manière. Chaque entité a interprété et s'est représenté ces événements politiques de sa façon.

---

[106] BAECHLER, (J), op.cit, p.232.

La population de chaque entité a adopté les attitudes et les comportements politiques suivant l'idéologie dominante dans cette commune. C'est pour cela que nous remarquons que même s'il a pu y avoir « contagion des idées », les mêmes événements se déroulant travers des crises et des conflits d'ampleur nationale donnaient lieu à des massacres ici et par ailleurs.

En ce qui concerne la Commune Mugamba, c'est ce second cas qui a été observé. Ceci vient valider notre objectif qui est de relativiser les crises politiques burundaises en utilisant le concept d' « obéissance civile ».

BIBLIOGRAPHIE

I. Dictionnaires

1. BOUDHON (R.) et BOURRICAUD (F.), Dictionnaire critique de la sociologie. Paris, PUF, 1982.
2. Encyclopaedia universalis, vol.6. p.1980
3. Grand Larousse encyclopédique, paris, Librairie Larousse, 1975
4. LACOSTE (Y), Dictionnaire de géopolitique, Paris, Flammarion, 1993

II. Ouvrages généraux

1. Alain, Le citoyen contre les pouvoirs, Paris, Genève, 1979
2. ANSART (P.), Idéologies, conflits et pouvoirs, Paris, PUF, 1983
3. BAECHLER (J.), Démocratie, Paris, Calmann-Lévy, 1985
4. BAECHLER (J.), Qu'est-ce que l'idéologie. Paris, Edition Gallimard, 1976.
5. BERNARDS (S), les attitudes politiques en démocratie. Esquisse d'une typologie, Collection du Centre de théories politiques, Edition de l'Institut de Sociologie, ULB, 1968.
6. COT (J.P) et MOUNIER (J.P), Pour une sociologie politique, Paris, Edition seuil, T2, 1974.
7. G. LAUROF (D.), Histoire des idées politiques depuis le XIXème siècle, Paris, Dalloz, 1978
8. GROSSER (A), Les identités difficiles, Paris, PFNSP, 1996
9. LANCELOT (A.), « l'orientation du comportement politique » in « GRAW<TZ (M) et LECA (J), traité de science politique, T3, paris, PUF, 1985.
10. LAVAU (G.), « la démocratie » in « GRAWTZ (M) et LECA (J), traité de science politique, T2., Paris, PUF, 1985.
11. LECAILLON (J.), la société des conflits, les tensions entre l'économique, le social et le politique, Paris, Editio Centurion, 1979
12. MEMMI (D), « l'engagement politique », in « GRAWTZ (M) et LECA (J), traité de science politique, T3, Paris, PUF, 1985.
13. MORIN (E.), La rumeur d'Orléan, Paris, Ed. du Seuil, 1969
14. P. LENAIN, la chose politique, Paris, Ed. Economica, 1980

15. PERCHELON (A.), la sociologie politique, défense et illustration », in « GRAWTZ (M) et LECA (J), Traité de science politique, T3, Paris, PUF, 1987
16. SPERBER (D.), la contagion des idées, Paris, Ed. Odile Jacob, 1996.
17. VALET (O.), L'Etat et le politique, Dominos, Flammarion, 1994.
18. WEBER (M), Ethique protestante et esprit du capitalisme, Paris, Ed. Plon, 1970.

III. Ouvrages spécialisés

1. BRAUD (P.), La sociologie politique, Paris LGDJ, 1992
2. JODELET (D.), sous la dir. Les représentations sociales, Paris, PUF, 1983
3. MANNONI (P.), les représentations sociales, Paris, PUF, 1998
4. MAYER (N.) et PERRINEAU (P), les comportements politiques, Paris, Armand, Colin 1998.
5. MENDRAS (H), Elément de sociologie, Paris, Armand Colin, 1975
6. MEYNAUD (J) et LACELOT (A), les attitudes politiques, Paris, PUF, 1964
7. MOSCOVICI (S.), la psychanalyse, son image et son public, Paris, PUF, 1976
8. MUCHIELLI (R), Opinions et changement d'opinons, Librairie technique, 4ème éd. E.S.F, 1988
9. MUCHIELLI (R), Psychologie de la relation d'autorité. Connaissance du problème, Paris, éd. ESF, 1982.
10. PERCHERON (A.), La sociologie politique, Paris, Arlmand Colin, 1993.

IV. Thèses et mémoires

1. BUZUGURI (A), la société civile à l'égard du pouvoir, le cas de la province de Cibitoke, Mémoire, UB, Bujumbura, 1994
2. HAKIZIMANA (G.), les logiques identitaires et leurs incidences sociologiques au Burundi ; des origines à 1993, mémoire, UB, Bujumbura, 2002
3. NDAYISHIMIYE (J.B), l'image de l'autre qui me fait peur, Mémoire, UB, Bujumbura, 1997
4. NIMUBONA (J), Analyse des représentations du pouvoir politique. Le cas du Burundi, Lille, Presses universitaires de septentrion, 2003

5. NIMUBONA (J), Elections présidentielles du 1er juin 1993 au Burundi. Problématique de légitimation en situation dynamique sociopolitique, mémoire, DEA, Bordeaux, 1994
6. NTAKIYIRUTA (S), Monographie historique de la commune Mugamba (1960-1990), Mémoire, UB, Bujumbura, 1992

ANNEXES

Annexe 1 : Liste des informateurs

Nom et prénom	Age approximatif	fonction	lieu d'enquête	date
1. BARAKURIRIZA	80 ans	Cultivateur	Ruhinga	16/9/2002
2. BARANGABANA	80 ans	Cultivateur	Nyamugari	16/09/2002
3. BARUHUKE	81 ans	Cultivateur	Mugendo-ndengo	16/9/2002
4. BUNWABUGUFI	68 ans	vulgarisateur	Coma	8/9/2002
5. BUSOME	63 ans	Cultivateur	Mugendo-ndengo	16/9/2002
6. KAYOYA	45 ans	cultivateur	mugendo-ndengo	17/9/2002
7. MBAGABAGA	65 ans	cultivateur	mugendo-ndengo	07/7/2002
8. MBONIMPAYE	59 ans	cultivateur	Nyamugari	9/9/2002
9. MUGUNGA	59 ans	cultivateur	nyagasasa	20/6/2002
10 .MUYUKU	45 ans	chef de zone	nyagasasa	20/9/2002
11. NDIKUMANA	32 ans	enseignante	Mugendo-Ruko	9/9/2002
12. NDUWAMUNGU	48 ans	Enseignant	Mugendo-ndengo	11/9/2002
13 .NGENDANZI	68 ans	cultivateur	Mugendo—Ruko	11/9/2002
14. NDONKEYE	73 ans	cultivateur	Nyakigano	12/09/2002
15. NTASEHERA	83 ans	cultivateur	Ruhinga	17/9/2002
16. NZISABIRA	50 ans	cultivateur	mugendo-ndengo	17/9/2002
17. RUBEYA	50 ans	cultivateur	mugendo-ndengo	10/9/2002
18. SABUREGEYA	55 ans	Agronome	ST Tora	20/9/2002
19. SENA	69 ans	chef de secteur	nyakigano	10/9/2002
20. SINDAYIGAYA	48 ans	secrétaire communal	muramba	10/9/2002

Annexe 2 : Questionnaire d'enquête (en Kirundi)

Akaranga

Izina

Imyaka

Akazi

Aho aba

Italike

1) Ni ibihe vyago mwibuka vyabaye mu Burundi ?
2) Ni ibihe vyago vyashitse aho mu Mugamba ?
3) Mbega aba nya Mugamba mwifashe gute muri vyo ?
4) Mwoshobora kuvuga ivyago mutazokwibagira ?
5) Mu 1960 hari imigambwe ingahe ?
6) None yo migambwe yoe yariho mu Mugamba ?
7) Imigambwe yari ikomeye ni iyihe ?
8) Mumatora yo mu 1961, mwatoye uwuhe mugambwe ? Kuki ?
9) None ni ibihe bimenyetso vyatandukanya umugambwe n'uwundi ?
10) Kubera iki mwatoye umugambwe UPRONA ,
11) Mbega urupfu rwa Rwagasore hari ico muruziko ?
12)Munyuma y'urupfu rwa Rwagasore hoba harabaye ubwicanyi ?
13)Mwoba mwaranezerewe n'uko umwami abogojwe ? Mwifashe gute ?
14)Abanyamugamba bose bavyakiriye kumwe ?
15)Ni bande bavyakiriye neza ? Ni bande batavyakiriye neza ?
16) Mwiyumvira iki kuri ibi vyago vyashikiye uburundi ?
17)Ngaha i wanyu mwamenye gute ko ubwicanyi bwatanguye ?
18)Muhejeje kwumva iryo bara mwakoze iki ?
19)Kubera iki mutiny kuvuga ingene vyagenze ?
20)Kubera iki abantu babandanya bicana ?
21)Mbega hari inyigisho zatanzwe ico gihe ?
22)Mbega abantu bose barazikurikiye ?

23)Mbega amatora yo mu 1993 yagenze gute ?

24)Mwatoye umugambwe uwuhe ? (UPRONA canke FRODEBU)

25)Ntavyubwoko vyagiyemwo mu matora aha I wanyu ?

26)Kubera iki mwanka ko Ndadaye atsinda ?

27)Intsinzi ya FRODEBU mwayakiriye gute ?

28)Kubera iki mutasubiranyemwo aha mu Mugambwe ?

29)None mwotanga impanuro iyihe ?

Annexe 3. Questionnaire d'enquête (en Français)

Identité de l'informateur

Nom et prénom

Age

Fonction

Lieu d'enquête

Date

1) Quels sont les événements politiques qui ont touché le Burundi ?
2) Parmi ces événements, quels sont ceux qui ont beaucoup plus affecté la commune de Mugamba ?
3) Quel a été le comportement de la population ?
4) Quels sont les événements ayant structuré votre mémoire ?
5) Combien de partis politiques qui existaient ans les années 1960 ?
6) Est-ce que tous ces partis existaient à Mugamba ?
7) Quelles étaient les grandes formations politiques ?
8) Durant les élections de 1961, quels parti avez-vous choisi ? (UPRONA ou PDC)
9) Pourquoi avez-vous choisi l'UPRONA ?
10) Quels sont les symboles qui différenciaient un parti d'un autre ?
11) Avez-vous des informations suffisantes sur la mort de Rwagasore ?
12) Est-ce qu'il y a eu d'autres violences après la mort de Rwagasore ?
13) Comment vous vous êtes représentés à la destitution du roi ?

Quel a été vote comportement ?

14) Est-ce que toutes les composantes sociales avaient accueilli cette destitution de la même manière ?
15) Qui étaient pour le régime républicain ? Qui étaient contre ?
16) Pour les la population du Mugamba a été victime de cette crise politique ?
17) Comment ont-ils appris que les violences étaient déjà commencées.
18) Quelle a été votre réaction ?
19) Pourquoi vous ne vous prononcez pas sur ces violences ?

20) Pourquoi les hommes continuent à s'entretuer ?

21) Est-ce qu'il y a eu des enseignements sur ces massacres ?

22) Est-ce la population a répondu positivement à ces enseignements ?

23) Quel a été le déroulement des élections de 1993 ?

24) Votre choix a porté sur quel parti ? (UPRONA OU FRODEBU)

25) Pourquoi avez-vous choisi l'UPRONA ?

26) Y-a-il eu de comportements ethniques ?

27) Pourquoi vous n'aimeriez pas la victoire de NDADAYE ?

28) Pourquoi avez-vous accueilli la victoire du FRODEBU ?

29) Pourquoi n'y a –t-il pas eu de massacres inter-ethniques à Mugamba ?

30) Que conseillerez –vous la population burundaise ?